

# LA PROXIMITÉ AU PRISME DU DEBAT ENTRE " CONVENTIONNALISTES " ET " REGULATIONNISTES " : UN INSTITUTIONNALISME SANS INSTITUTIONS ?

**Gwénaél DORE,**

Chercheur associé, UMR 1048 SAD-APT, AgroParistech  
Directeur de projets, INDL (Institut National du Développement Local)  
Mél : [gwenael.dore@yahoo.fr](mailto:gwenael.dore@yahoo.fr) Tél. : 06 07 95 86 43

Workshop: **Ws16 - Sectorial and spatial dimensions of regulation: new conflicts and trade-off at stake -**

## RESUME

L' "Ecole française de la proximité" (EP) s'est constituée à partir de 1991, au croisement de l'économie industrielle et de l'économie spatiale, parallèlement à l'affirmation en France de deux courants économiques hétérodoxes : la Théorie de la Régulation (TR) et l'Economie des Conventions (EC). Plusieurs membres de l'EP ont affirmé leur parenté avec l'un et/ou l'autre de ces courants un temps confondus, et une confrontation a persisté au sein de l'EP au sujet de la proximité non géographique, déclinée en proximité organisée (approche interactionniste), ou selon une double notion de proximité institutionnelle et organisationnelle (approche institutionnaliste). Il se dégage une tendance au sein des auteurs proximités pour évacuer la notion d'institution tout en se revendiquant institutionnaliste. Dans quelle mesure les débats au sein de l'EP entre les deux approches peuvent-ils être éclairés par les différences entre la TR et l'EC ? Après une présentation des différentes approches de la proximité (géographique et organisée ou institutionnelle et organisationnelle), nous examinerons ensuite les relations entre la TR et l'EC. En conclusion, le primat de la proximité institutionnelle devrait conduire l'Ecole de la Proximité à se situer plutôt du côté de la TR, malgré ses limites liées à son approche macro originelle.

**Mots clés :** institutions, interactions, conventions, proximité, développement territorial

# LA PROXIMITE AU PRISME DU DEBAT ENTRE " CONVENTIONNALISTES " ET " REGULATIONNISTES " : UN INSTITUTIONNALISME SANS INSTITUTIONS ?

## INTRODUCTION

L' " Ecole française de la proximité " (Benko, 1998) s'est constituée à partir de 1991, au carrefour de l'économie industrielle et de l'économie spatiale (Gilly, Lung, 2008), parallèlement à l'affirmation en France de deux courants économiques hétérodoxes : la Théorie de la Régulation et l'Economie des Conventions (respectivement TR et EC dans la suite du texte). Outre leur naissance dans une période proche, les deux démarches se fondent sur la remise en cause de la théorie économique standard, y compris dans sa version étendue (Favereau, 1989), et l'affirmation d'une rationalité non seulement limitée (Simon, 1951), encore présente dans la NEI (Nouvelle Economie Institutionnelle), mais située<sup>1</sup> (Boyer, 2004, Orléan, 1994). Ainsi plusieurs membres de l'école de la proximité ont affirmé leur parenté avec l'un et/ou l'autre de ces courants un temps confondus (Allaire, Boyer, 1995), et des échanges ont été régulièrement organisés : par exemple, préface du " conventionnaliste " Salais à l'ouvrage dirigé par Pecqueur (1996), ou contribution des " proximitistes " Gilly et Pecqueur à " l'état des savoirs " sur la TR dirigé par Boyer et Saillard (1995, réédition 2002) et mise en place d'un groupe RST-Régulation-Secteur-Territoire (cf. Gilly, Lung, 2004). Toutefois, alors que la référence à l'EC (notamment Salais, Favereau, Eymard-Duvernay) ou à la NEI (notamment Williamson) est présente dès le numéro fondateur d' " Economies de proximités " (Bellet et alii, 1993) et dans la plupart des ouvrages de synthèse ultérieurs, on peut noter de faibles renvois à l'institutionnalisme historique<sup>2</sup> en dehors de l'article de Kirat (1993) dans le numéro fondateur (référence à Commons et à Hodgson) ou des textes plus récents de Talbot (2005, 2008).

Dans quelle mesure les débats de l'Ecole de la Proximité peuvent-ils être éclairés par les divergences entre la TR et l'EC notamment à partir d'approches différentes autour de la notion d'institutions et de la question du " holisme " ? Nous présenterons tout d'abord un état du débat au sein des " proximitistes ". Nous examinerons ensuite les relations entre la TR et l'EC : alors que chacun de ces deux courants hétérodoxes a évolué pour dépasser une sorte de division initiale des tâches (macro pour la première, et micro pour la seconde) en se posant chacun en théorie globale, la controverse entre la TR et l'EC porte en particulier sur la nature des institutions et sur le fait que la coordination ne nécessite pas seulement une dimension cognitive mais qu'elle revêt un caractère politique comprenant conflits et compromis. Pour terminer, nous esquisserons ce que peuvent être les conséquences, pour l'approche proximitiste, d'une conception renouvelée de l'institution pour prendre en compte la capacité d'action des individus, le rôle des innovations locales et la conduite des stratégies de changement.

### 1. PLURALITE DES APPROCHES DE LA PROXIMITE

Le groupe Dynamiques de Proximité<sup>3</sup> a pour visée d'endogénéiser l'espace, c'est-à-dire de retrouver l'espace au cœur de la construction analytique (Dupuy et alii, 2007) : il s'agit ainsi de dépasser des analyses des choix de localisation comme l'unique résultat d'un calcul optimisateur ou de la " nouvelle économie géographique " l'expliquant par les rendements croissants (Talbot, 2008). Les approches proximitistes permettent notamment de sortir d'une approche univoque des atouts de la concentration

<sup>1</sup> Cf. Rappel des définitions par Colletis-Wahl, 2008, notes 12 et 13.

<sup>2</sup> Selon Hall (Allemand, 2004), l'institutionnalisme historique " se propose d'explorer la manière dont les institutions, entendues au sens de règles et de conventions, aussi bien formelles qu'informelles, structurent l'action politique et changent dans le temps " (les institutions sont " constitutives des préférences des individus et leur effet dépend du contexte social et politique ") : l'institutionnalisme historique se démarque ainsi " de la théorie du choix rationnel qui analyse ces préférences comme des données primant sur les institutions ".

<sup>3</sup> Sur les conditions d'apparition et de développement du groupe, cf. Gilly, Lung, 2008 (p. 168), et pour les principaux ouvrages du groupe Dynamiques de Proximité, voir la fin de l'ouvrage du même nom (Gilly, Torre, 2000), auxquels on peut y ajouter depuis cette date comme publications de synthèse, la publication " Entreprises et territoires ", à la Documentation Française (Dupuy, Burmeister, 2003), l'ouvrage dirigé par Pecqueur et Zimmermann (2004), un numéro d'Economie Rurale (2004) introduit par A. Torre, et deux numéros de la RERU de 2008 (n° 2 et n°3).

spatiale, en proposant une distinction fondamentale entre proximité d'essence spatiale et proximité d'essence non spatiale. Nous examinerons successivement les distinctions de la proximité :

- géographique et organisationnelle/institutionnelle, distinction développée à partir du texte fondateur (Bellet et alii, 1993) et rattachée généralement à l'"institutionnalisme",
- géographique et organisée (Rallet, Torre, 2000), souvent qualifiée d'"interactionnisme",
- de ressources (cognitive, matérielle) et de coordination (relationnelle ou de médiation), à partir d'un essai de contournement (Bouba-Olga, Grossetti, 2006) à dominante interactionniste et à visée synchrétique.

### 1.1. Formes " canoniques " de la proximité

Le premier texte de référence (Bellet et alii, 1993, pp. 358-359) distinguait la proximité géographique et la proximité organisationnelle (mais confondue avec institutionnelle), et considérait " la proximité territoriale " comme " l'intersection des deux ".

#### 1.1.1. Proximité géographique

La proximité géographique correspond à l'appartenance à une même aire géographique, et celle-ci a parfois été dénommée physique (Veltz, 1995) ou spatiale (dernier terme préféré par Bouba-Olga et Grossetti, 2008, dans la mesure où " physique " n'inclurait pas les infrastructures et les coûts de transport, et où " géographique " pourrait paraître réducteur pour les géographes). Toutefois, selon Talbot (2008, p. 293), la proximité géographique repose sur une distance doublement relative (distance pondérée par le temps et les coûts de transport, et représentations conduisant à se situer " près de ou loin de "), et elle est " une mise en disponibilité relationnelle, une ressource encore latente ". Mais Torre (2008) affirme qu'" il est abusif de la qualifier de disponibilité relationnelle, comme si elle n'avait pas d'impact propre et restait uniquement cantonnée dans son rôle de ressource potentielle " (cf. volonté de se rapprocher de certains lieux attractifs : agglomérations, espaces naturels, du fait des aménités). Torre (2008) souligne également l'intérêt de prendre en compte les " relations de durée plus courte, dans des espaces différents, par le biais de la mobilité des personnes et des différents types de déplacements " et " des formes de proximité géographique tout à fait temporaires ou transitoires " (par exemple, foires, colloques, équipes plateaux...).

#### 1.1.2. Proximité non spatiale : organisationnelle/institutionnelle ou organisée...

Alors que la proximité physique traite de la " séparation dans l'espace et des liens en terme de distance ", la seconde proximité concerne la " séparation économique dans l'espace et des liens en termes d'organisation de la production " selon Gilly et Torre (2000, pp. 12-13). Initialement étaient distinguées :

- une **proximité organisationnelle**<sup>4</sup> fondée sur l'**appartenance** et caractérisée par les ressources complémentaires d'acteurs potentiellement aptes à participer à une même activité finalisée de type méso-économique, au sein d'une même organisation (grand groupe...) ou d'un ensemble d'organisations (réseau de coopérations, secteur d'activité, SPL-systèmes productifs localisés...),
- et une **proximité institutionnelle** marquée par la **similitude** (règles d'actions communes, explicites ou implicites – " habitus " -, système commun de représentations et de valeurs) et " résultat de compromis toujours provisoires entre des acteurs aux intérêts divergents et parfois contradictoires " (Dupuy et alii, 2007). Toutefois, " il ne s'agit pas d'assimiler de façon réductrice la proximité institutionnelle à une logique de similitude", car elle "serait dans cette perspective cantonnée aux

---

<sup>4</sup> Certains auteurs (Moquay et alii, 2005, pp. 204-205) déclinent la proximité institutionnelle en proximité organisée (dans un sens proche d'organisationnelle) et proximité cognitive, considérant que les relations formalisées constituant l'organisation impliquent un cadre cognitif commun qui donne sens à l'action et assure "une cohérence dans la configuration des relations entre agents ".

aspects cognitifs de la coordination, occultant la dimension politique au coeur des préoccupations institutionnalistes" (Talbot, Kirat, 2005).

Puis progressivement s'est développée une distinction (Torre, 2004) **entre une proximité géographique et une proximité organisée** (réseaux, projets communs...), pouvant s'étendre au-delà de l'espace de proximité spatiale. On a ainsi " d'un côté une proximité géographique qui correspond aux conditions objectives de localisation des agents, et de l'autre (...) une proximité organisée qui traduit leur positionnement respectif en termes de potentiel de coordination " (Pecqueur et Zimmermann, 2004). Toutefois, le caractère insuffisant de la distinction entre proximité géographique et proximité organisée (Bouba-Olga, Grossetti, 2008) a conduit à compléter cette typologie horizontale par une autre segmentation de type vertical (au sein de la proximité organisée) reprenant les distinctions précédemment utilisées :

- l'appartenance, regroupement des acteurs entre lesquels se nouent des interactions,
- la similitude, regroupement des acteurs possédant le même espace de référence et partageant les mêmes savoirs, " si bien que la dimension institutionnelle est alors importante " (Gilly, Torre, 2000, Rallet, Torre, 2004).

Ainsi la proximité organisée comporterait " deux faces dont l'une (appartenance) renvoie à la proximité organisationnelle et l'autre (similitude) à la proximité institutionnelle " (Dupuy et alii, 2007). Mais pour Talbot (2010), la proximité est un fait institutionnel qui se décline en proximité géographique et organisationnelle : " La proximité géographique vient renforcer ou limiter, selon qu'elle est souhaitée ou subie, une proximité organisationnelle qui consiste à coordonner cognitivement et politiquement les acteurs " (Talbot, 2010).

### *1.1.3. Interactions, institutions, organisations ...*

Une proposition, " alternative " selon Bouba-Olga et Grossetti (2008), est formulée par Pecqueur et Zimmerman (2004, pp. 26-29) distinguant au sein de la proximité organisée les processus de coordination fondés sur une interaction directe entre agents - la proximité organisationnelle - et ceux sans interaction directe (exemple du code de la route) - la proximité institutionnelle - : on retrouve ici peu ou prou le triptyque initial.

La notion d'institution est employée par Pecqueur et Zimmerman (2004, note 5) au sens de North (1990), comme un ensemble de codes, de règles formelles et de contraintes informelles : l'adhésion des agents génère un " espace commun de représentations, de règles d'action et de modèles de pensée et d'action ". Au sein de la proximité institutionnelle, Pecqueur et Zimmerman opèrent une distinction entre institutions qui s'imposent aux acteurs (normes) et celles qui doivent leur existence aux agents concernés eux-mêmes (standards) ; cette proximité institutionnelle peut également être inintentionnelle (logique d'appartenance) ou intentionnelle (logique d'adhésion).

Les organisations " constituent un espace de définition des pratiques et des stratégies des agents à l'intérieur d'un ensemble de règles porté par les institutions " (Kirat, Lung, 1995). Toutefois " Il n'y a pas de proximité organisationnelle génératrice de coordination sans une certaine dose de proximité institutionnelle, indispensable à la coordination d'agents indépendants mais dotés d'un degré plus ou moins élevé d'autonomie décisionnelle ". (Pecqueur, Zimmerman, 2004, p. 30). A côté d'une coordination relevant d'une proximité organisationnelle (existence préalable d'un lien dans le contexte d'une association ou d'un projet commun), une proximité relationnelle peut expliquer une coordination résultant d'une situation où l'interaction des individus ne relève pas d'une organisation préexistante (cf. réseaux sociaux).

#### *1.1.4. Les relations entre proximité géographique et proximité organisée*

La proximité spatiale peut s'accompagner d'une distance sociale, comme l'ont montré des études sur les grands ensembles (Chamboderon, Lemaire, 1970), "une distance qu'il faut marquer d'autant plus nettement que les conditions objectives sont proches" (p. 32), ou comme peut le manifester aussi l'isolement et la méfiance entre des commerçants ou artisans proches. La proximité géographique est par conséquent subordonnée à la proximité organisée : "pour passer d'une simple juxtaposition à un jeu de coordination, il faut que les acteurs disposent de représentations communes" (Pecqueur, Zimmerman, 2004, p. 32). Elle ne produit pas toujours et mécaniquement une proximité organisée (cf. intérêt depuis les années 2000 pour la question des conflits d'usage : Kirat, Torre, 2008), mais elle doit être activée.

La proximité géographique peut se coupler avec une proximité organisationnelle, pour réduire à la fois la distance physique (coût des transports, réduction du temps d'échange, échappatoire à certaines réglementations de transport...) et les coûts de transaction. Elle peut aussi favoriser des rapports de domination (par exemple, pressions d'une usine cliente sur le personnel des usines fournisseurs, Gorgeu, Mathieu, 2009) et ne pas seulement être recherchée pour faciliter des relations de "face à face".

Par ailleurs, pour Torre (2008), le penchant récent en faveur des dimensions non géographiques "doit être dépassé au profit d'une approche plus intégrative", et "d'une pragmatique de l'action" ne reniant pas l'articulation entre deux formes majeures de proximités (géographique ou non) : "la proximité géographique est une proximité dans l'espace aux personnes certes, mais également aux objets, techniques ou de nature", ce qui conduit à relativiser le rôle primordial des interactions entre individus ou organisations.

Enfin, la proximité géographique n'est pas principalement une condition permissive favorisant les interactions mais elle constitue "un effet produit par les institutions" (Rallet, 2002), et elle est dominée par la proximité organisée. Toutefois, selon Dupuy et alii (2007, p. 118), une ambiguïté apparaît sur la notion d'institution chez Rallet (2002) : "le cadre socio-institutionnel est en fait assimilé à la structure organisationnelle de l'économie au sens de Kirman", c'est-à-dire à la "structure des interactions entre individus" (cf. Kirman, 1999).

### **1.2. Interactionnisme ou institutionnalisme**

Une confrontation persiste ainsi au sein de l'école de la proximité<sup>5</sup> autour de la proximité non spatiale, selon deux dominantes, l'une interactionniste et l'autre institutionnaliste (Dupuy, Gilly, Lung, 2007). La proximité non géographique déclinée en proximité organisée (Rallet, Torre, 2005) relèverait d'une approche interactionniste de l'agent qui tient compte dans son action du comportement des autres agents avec lesquels il entretient des liens directs (Grossetti, Fillipi, 2004). L'approche institutionnaliste (décomposée selon une double notion de proximité institutionnelle et organisationnelle) reproche à l'interactionnisme de sous-estimer le rôle des institutions : "les auteurs interactionnistes manifestent les plus grandes réticences à utiliser les termes d'institutions"<sup>6</sup> (Dupuy et alii, 2007). L'approche interactionniste de la coordination réplique qu'elle veut "éviter l'écueil de la sous-socialisation de l'individualisme méthodologique comme celui de la sur-socialisation du holisme. Si les acteurs peuvent

---

<sup>5</sup> En 2008, deux numéros de la Revue d'Economie Régionale et Urbaine (RERU, N°2 et N°3) ont comporté plusieurs articles consacrés à cette controverse : le numéro 3 intitulé "la proximité, 15 ans déjà !" comprend notamment un article d'O. Bouga-Olga et de M. Grossetti inscrit dans une approche plutôt interactionniste et un article de D. Talbot se situant davantage dans une analyse institutionnaliste, cependant que K. Colletis-Wahl, dans le numéro précédent (RERU, 2008, n°2), souligne le caractère concurrent plus que complémentaire de ces deux approches, qu'il différencie à partir d'une distinction entre micro et macro-institution.

<sup>6</sup> Avec toutefois la difficulté de décoder les textes, étant entendu que la plupart d'entre eux sont cosignés et réunissent souvent des auteurs attachés à l'une ou l'autre des options (Dupuy et alii, 2007).

être au centre de l'analyse, leurs actions sont néanmoins encadrées socialement et ne peuvent être analysées indépendamment de ce contexte ". (texte d'annonce des Cinquièmes Journées de la Proximité, *La proximité, entre interactions et institutions*, Bordeaux, 28-30 Juin 2006).

Pecqueur et Zimmerman (2004, pp. 20-21) considèrent que l'approche de la proximité relève plutôt d'une approche intermédiaire entre individualisme méthodologique et holisme. Ils soulignent que " la démarche est en premier lieu, du fait de la prise en compte de la singularité d'individus situés, celle d'un certain individualisme méthodologique, mais différant de l'approche standard sur deux points essentiels " : la prise en compte des contextes sociaux dans le rapport micro-macro, et la relation entre les acteurs (et non les individus) comme unité élémentaire d'analyse. Rejoignant l'approche des réseaux sociaux, ils se réfèrent à l'approche de l'encastrement à la fois dans des systèmes de relations sociales (Granovetter, 2008) et dans des institutions (North, 1990, p.3) qui définissent les règles du jeu et réglementent les comportements. " Lesquelles institutions, en retour, sont produites par les comportements et stratégies individuels ", et l'histoire et la " dépendance du sentier " (" path dependency ") comptent.

Présentant les deux approches selon une " opposition entre micro et macro-institutions ", Colletis-Wahl (2008) soutient " une séparation de plus en plus nette des grilles de lecture ", " basées sur une représentation à ce point différente des institutions qu'elles sont irréductibles ". Les interactionnistes, issus des " théories néo-institutionnalistes et conventionnalistes ", pose " l'hypothèse individualiste méthodologique que les dynamiques territoriales peuvent être expliquées uniquement à travers des interactions individuelles ". Pour les institutionnalistes, s'inspirant de l'institutionnalisme historique mais aussi de la TR, les dynamiques territoriales sont construites à travers une interaction collective reliant à la fois individus et institutions, et selon une approche hol-individualiste " dans lesquelles les dynamiques économiques ont aussi une origine sociale " (Colletis-Wahl, 2008, p. 254). Les deux approches se différencient le plus sur la dimension de " similitude " (Colletis-Wahl, 2008, p. 255). Dans l'approche interactionniste, " la dimension de similitude est représentée à travers l'interaction d'individus pris deux à deux, en dehors de toute dimension collective ", alors que " la proximité institutionnelle fait référence à une représentation collective des institutions ", souligne Colletis-Wahl (2008) qui s'interroge : si " la proximité organisée présente l'avantage d'évincer les difficultés liées au traitement du couple organisation-institution ", " la définition utilisant " l'ensemble structuré de relations " est-elle toutefois suffisante pour traiter de phénomènes collectifs ? ".

### 1.3. La difficulté contournée par la construction de " classes d'équivalence "

Torre (2008) appelle à tordre le cou à " la fable, trop souvent colportée, du supposé antagonisme entre les visions interactionnistes et institutionnalistes de la proximité ", dans la mesure où " le métissage des emprunts et plus encore la complexité du réel imposent aujourd'hui de dépasser ces débats ": la question de l'approche des proximités n'est " pas tant celle d'un déterminisme fondé sur l'individualisme, l'holisme, ou leurs variantes interactionnistes et institutionnalistes, que celle d'une pragmatique de l'action ".

Dans cette perspective, pour Bouba-Olga et Grossetti (2008, p. 314, dernier §), les principaux problèmes posés portent sur **la qualification des liens entre acteurs et la qualification des acteurs eux-mêmes**, notamment dans la distinction de Pecqueur et Zimmerman (2004), entre proximité organisationnelle (échanges entre acteurs au sein d'une organisation) et proximité relationnelle (échanges entre acteurs d'organisation différente), ou dans l'affirmation de Rallet et Torre (2004) sur la proximité organisée " d'essence relationnelle " (mais " on ne voit pas forcément où sont les relations "). Ceci conduit Bouba-Olga et Grossetti, dans une lignée développée par ce dernier de construire des classes d'équivalence (Grossetti, 2004, chapitre 2), à proposer d'appeler la proximité d'essence non spatiale " proximité socio-économique " (plutôt qu'organisée, terme réducteur par rapport à ce qui n'est pas spatial, p. 316). Partant de deux façons d'évaluer ce qui rapproche deux individus, l'une fondée sur leurs caractéristiques individuelles et l'autre sur les facilités et obstacles à la coordination, ils proposent

de **décomposer cette proximité socio-économique en proximité de ressources et en proximité de coordination**. Cette proposition de refondre toutes les catégories de la proximité illustre les limites des propositions de compromis précédents (Gilly, Lung, 2008, p. 166).

### *1.3.1. Une proximité de ressources, matérielle et cognitive*

Bouba-Olga et Grossetti (2008) distinguent d'abord une proximité de ressources, matérielles (objets, sources d'énergie, outils...) ou immatérielles (information, connaissances, règles, normes), qui peuvent être souvent les deux à la fois (propriété symbolique des objets ou supports matériels de l'information...). Soulignant la dimension cognitive des ressources (cf. Grossetti, 2004, p. 80 et suivantes), ils distinguent analytiquement les ressources matérielles (productions matérielles) et les ressources cognitives (situées dans la tête des acteurs) afin de dégager deux formes de proximité de ressources, matérielle et cognitive :

- la proximité matérielle, définie par les ressources dont disposent les individus (patrimoine, revenus, diplômes...), correspond à une proximité sociale classique (dans la lignée de l'analyse de sociologues comme Sorokin, 1927, ou Bourdieu),
- la proximité cognitive repose sur la similarité ou complémentarité de valeurs, routines, conventions, référents, pouvant se conjuguer à la proximité spatiale (districts industriels, etc...) ou non spatiale (par exemple, deux entreprises d'un même secteur mais distantes).

### *1.3.2. Une proximité de coordination, relationnelle et de médiation*

Quant à la proximité de coordination, elle revêt deux formes fondamentales : une proximité relationnelle et une proximité de médiation :

- la proximité relationnelle s'appuie sur des réseaux sociaux (la structure formée par l'agrégation des relations personnelles influe sur les échanges et les possibilités de coordination),
- la proximité de médiation se fonde sur des dispositifs qui permettent d'échanger sans mobiliser des chaînes relationnelles (les acteurs ne se coordonnent pas seulement par les réseaux sociaux) et qui constituent des ressources de médiation<sup>7</sup>. Ainsi sur le marché du travail, les intermédiaires humains des organismes de recrutement et de placement constituent des ressources de médiation structurant une proximité de médiation, à côté des emplois obtenus grâce à une proximité relationnelle et à des chaînes relationnelles. Les normes et standards (Pecqueur, Zimmerman, 2004) pour fonder une proximité institutionnelle peuvent être considérés comme des ressources de médiation, et on peut y inclure une grande partie des ressources cognitives (langage, normes), dès lors qu'elles ne sont plus considérées comme ressources individuelles (approche individualiste) mais comme ressources de coordination partagées (approche interactionniste). Certains dispositifs de médiation sont constitutifs d'organisations (notamment les règles), et ces ressources de médiation ont pour effet de découpler l'organisation par rapport à ses membres et à leurs relations personnelles (p. 321). Bouba-Olga et Grossetti (2008, note 2) précisent que ces ressources de médiation pourraient être appelées "institutions, si l'on se situe cette fois dans la lignée des travaux les plus récents de l'économie"<sup>8</sup>, mais refusent d'employer ce terme qui "demanderait une discussion plus approfondie"...

### *1.3.3. Recombinaisons et découplages*

La proximité de ressources, fondée sur la similarité ou la complémentarité, est proche de la logique d'appartenance et de similitude (cf. par exemple Rallet, Torre, 2004), mais sans que la proximité relationnelle ait automatiquement une logique d'appartenance (ainsi l'appartenance à une même

---

<sup>7</sup> Dénomination issue de la sociologie de l'innovation (cf. notamment Cochoy, 2002)

<sup>8</sup> Ainsi Lordon (2008, p. 13) invite à "reconnaître que les institutions consistent précisément en ces médiations", et pour Théret (2000b), l'institutionnalisme "pose la nécessité de penser le rôle des médiations entre structures sociales et comportements individuels pour comprendre ces derniers et leurs formes collectives d'expression. Ces médiations sont précisément les institutions".

organisation n'entraîne pas forcément de relations entre individus, cependant que des relations peuvent exister hors groupe d'appartenance ou être référées à plusieurs groupes...). En tout état de cause, **ces catégories ne doivent donc pas être conçues comme segmentées et alternatives, et elles peuvent faire l'objet de recombinaisons et de découplages :**

- à titre d'exemple de recombinaison, dans les configurations territoriales du type district industriel, la proximité spatiale se combine à une proximité relationnelle (inter-organisations) s'appuyant sur une proximité cognitive et des ressources de médiation (Bouba-Olga, Grossetti, 2008, p. 326),
- la proximité cognitive issue d'une proximité relationnelle, peut ensuite s'en découpler : soit les conventions peuvent se cristalliser dans les institutions ("des ressources de médiation dans notre terminologie", Bouba-Olga, Grossetti, 2008, p. 324) et s'appliquer à un ensemble plus large d'individus et d'organisations (Storper, 1995) ; soit (dans une optique de "nouvelle sociologie économique"), la proximité cognitive des individus dans un même réseau social peut résulter d'un encastrement (proximité relationnelle, pouvant aussi supposer une proximité cognitive) mais ensuite s'en affranchir (exemples de rapprochements d'entreprises et de contrats de Recherche-Développement, souvent liés à une proximité relationnelle d'anciens d'un même école d'ingénieurs pouvant subsister après la fin d'une proximité relationnelle, du fait par exemple du départ d'un des deux individus)<sup>9</sup>.

#### 1.3.4. Une perspective synchrétique ?

Bouba-Olga et Grossetti (2008) concluent que "l'un des avantages des définitions proposées est de rendre l'approche de la proximité compatible avec des analyses relevant de l'individualisme, de l'interactionnisme ou du holisme" au sens des définitions de ces courants par Grossetti (2004) :

- le holisme, expliquant le comportement des acteurs à partir de leur position dans les structures de la société, insistera sur la proximité cognitive renvoyant à des institutions formelles (lois) et informelles (valeurs), et fondera la différenciation territoriale du développement économique sur des profils institutionnels différenciés (cf. travaux régulationnistes de comparaison internationale : Amable, 2005, ou interrégionale : Carrincazeaux., Lung, 2004),
- l'interactionnisme, partant des interactions entre acteurs et ou entre groupes (relations sociales étant considérées comme des interactions routinisées), soulignera les interdépendances entre proximité relationnelle et proximité cognitive (question de l'émergence des institutions), et les allers-retours entre niveaux interindividuels et inter-organisations (encastrement et découplage),
- l'individualisme méthodologique, considérant les acteurs censés agir rationnellement en utilisant des ressources et en subissant des contraintes, mettra en avant les ressources différentielles que procurent les relations (capital social) ou l'accès aux ressources de médiation.

Est-il si facile de fondre des démarches partant de postulats différents ? C'est ce que nous allons examiner au travers de la confrontation entre régulationnistes et conventionnalistes.

## 2. THEORIE DE LA REGULATION ET ECONOMIE DES CONVENTIONS<sup>10</sup>

### 2.1. La théorie de la régulation (TR)

La TR est proche (Chanteau 2001) d'une conception durkheimienne de l'institution comme "ordre de faits [sociaux] (...) doués d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à l'individu "

---

<sup>9</sup> Selon Bouba-Olga et Grossetti, cette typologie des formes de proximité n'est transposable que partiellement du niveau des individus au niveau des organisations. S'agissant de la proximité de ressources, elle est possible pour la proximité matérielle mais elle paraît plus difficile pour la proximité cognitive en raison de la difficulté d'identifier des formes de mémoire organisationnelle et technique formalisée. Pour la proximité de coordination, la proximité relationnelle conduit à définir les relations entre organisations comme un engagement formel réciproque, par exemple un contrat, (les relations informelles renvoyant plutôt à une proximité spatiale), et la proximité de médiation s'applique, dans la mesure où les ressources sont généralement accessibles à l'échelle des organisations (mais là aussi il vaut mieux laisser les aspects cognitifs plus difficiles à identifier).

<sup>10</sup> Pour une présentation synthétique, cf. Chavance (2008) ou Lévesque, Bourque, Forgues (2001)

(Durkheim, 1895), et dans la période récente, son principal théoricien, Boyer (2004a) a souligné les rapprochements avec Bourdieu : les individus interagissent à partir des formes institutionnelles s'imposant à eux par l'incorporation dans les individus des schèmes d'interprétation et d'action résultant du processus de socialisation dans un champ donné (cf. notion d'habitus chez Bourdieu).

Contrairement aux approches se concentrant sur les équilibres de court terme et l'écart du aux institutions par rapport à un hypothétique équilibre de marché, la TR plonge " les institutions dans le temps long de l'histoire ", et se situe " à l'opposé de l'hypothèse d'anticipations rationnelles " (Boyer 2004a). Si la TR critique la théorie néoclassique (Boyer 2004a), en considérant que le rapport marchand résulte d'une construction sociale et non de la confrontation " spontanée " d'agents, elle se veut ainsi " une lecture critique du marxisme " (Boyer, 2004b, pp. 33-38) dont elle est en partie issue (Lipietz, 1990). Tout en s'inspirant de la lecture de Marx par Althusser (1965), la TR met en mouvement ce " structuralisme " par une " réintroduction d'une figure de l'agent permettant la restitution de la dimension créatrice des pratiques conflictuelles " (Lipietz, 1988) : les rapports sociaux contiennent une dynamique intrinsèque, en vertu de leur dimension contradictoire première.

La TR remet ainsi en cause " l'unicité de la dynamique d'accumulation du capital résultant des rapports sociaux ", en soutenant l'existence de plusieurs régimes d'accumulation et modes de régulation en fonction de la codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux ou " formes institutionnelles " (rapport salarial, type de concurrence, forme d'expression de la contrainte monétaire, forme d'adhésion au régime international, forme de l'Etat : cf. Boyer 2004b, p. 39, pour une synthèse des définitions, ou Boillot, 1988). Ainsi la régulation est une reproduction non systématique pour la TR qui part du primat de la crise sur la reproduction : par conséquent, l'objectif est de procéder à un traitement endogène des modalités de gestion des contradictions contenues dans les rapports soutenant le " régime d'accumulation " (du capital), et de montrer que cette gestion globale ou " mode de régulation " est stabilisée par différents degrés de codifications des rapports dans une pluralité complémentaire et hiérarchisée de " formes institutionnelles ". Le thème central pour la TR de " l'identification des types de régularités favorables au développement de l'accumulation ", la conduit à " placer au cœur de son programme l'analyse des institutions " (Coriat, Dosi, 2002).

La TR se différencie de la Nouvelle Economie Institutionnelle (NEI), à l'exception de North (1990), selon lesquelles un principe d'efficacité économique gouvernerait la sélection des institutions (minimisation des coûts de transaction, contrôle des comportements opportunistes au sein d'une relation principal-agent, équilibre d'un jeu répété...), ce qui impliquerait une convergence dès lors que firmes et nations font face au même système de prix, de contraintes et d'opportunités technologiques (Boyer, 2004a) : " Les institutions économiques les plus essentielles n'ont pas toujours pour origine ou principe une logique exclusivement économique ", et les formes institutionnelles codifient des rapports sociaux fondamentaux et constituent des compromis institutionnalisés : elles " émergent des conflits sociaux et doivent, le plus souvent, passer par la sphère politique et la reconnaissance par le droit pour avoir un impact sur la dynamique économique. ", et dans la mesure où le contexte institutionnel " met en jeu une série de complémentarités ou dans certains cas de hiérarchie entre formes institutionnelles, donc autant de dépendances par rapport au chemin, la variété des modes de régulation est la règle et non l'exception ".

Pour Boyer (2004a), " les recherches de la TR, à l'origine essentiellement macroéconomiques, ont été incitées à travailler sur les relations entre le niveau micro et les régularités qu'explicitent les modes de régulation ", et " les formes institutionnelles, ou plus généralement les institutions, se situeraient à un niveau méso-économique assurant le passage du micro au macro et vice versa ", de par leur rôle de médiation entre les contraintes globales du régime d'accumulation et les décisions des agents (" dont aucun n'a pleinement conscience de ces contraintes dans la mesure où ils font face à un environnement local dans lequel n'intervient qu'un nombre limité de variables économiques "). Ainsi " le traitement attentif des institutions, des conventions et des croyances est susceptible de dégager quelques-uns des facteurs qui assurent le passage de l'individuel au collectif, du micro au macro économique " (par

exemple, les choix organisationnels des firmes sont conditionnés par l'insertion dans un régime de croissance particulier, et lorsque ce régime entre en crise, dans leur quasi-totalité, les stratégies des firmes sont alors déstabilisées et entrent elles-mêmes en crise : cf. Boyer, Freyssenet, 2000). A une rationalité substantielle doit par conséquent être substituée une "rationalité institutionnellement située", et on doit reconnaître le rôle des représentations, des référentiels, voire des croyances (cf. travaux de Aglietta et Orléan (2002) sur le fonctionnement des marchés financiers ou de Lordon (1997) sur la formation de la politique économique). La TR entend faire place aux conséquences inattendues des pratiques sociales individuelles et collectives (Boyer, Saillard, 1995) et mêle approche par la culture et approche par le calcul en ce qui concerne les relations entre institutions et comportements (Théret, 2000), en s'inspirant de Bourdieu (Boyer, 2004a).

Le primat des "fondements macrosociaux et institutionnels à une microéconomie" (Boyer, 2004a) "ne signifie pas que certaines innovations au niveau local ne finissent pas par affecter le mode de régulation", mais "les analyses historiques – telles celles portant sur l'émergence du fordisme – montrent qu'il n'est pas d'exemple qu'un acteur individuel ait eu le pouvoir de bouleverser le mode de régulation conformément à la mise en oeuvre d'une stratégie conçue au niveau microéconomique" (cf. Boyer, Orléan, 1991) : "les relais de l'action collective, de la délibération politique, du droit, s'avèrent nécessaires et déterminants dans le processus complexe et rarement anticipé d'émergence de nouvelles régulations".

## **2.2. L'économie des conventions (EC)**

L'EC, (dont la première publication collective de référence est un numéro spécial de *La revue économique* de mars 1989) s'inscrit également au sein des approches hétérodoxes, à partir de deux "critiques majeures" à la théorie néo-classique standard (Eymard-Duvernay, 2006, p. 11 et p.14) concernant l'autonomie complète de l'individu doté d'une rationalité substantielle et sa volonté d'extension du marché à l'ensemble des relations sociales (cf. théorie moderne des contrats). L'apport de l'EC la situe dans le champ des recherches menées sur les modes de coordination des agents à partir d'une critique de la théorie du choix rationnel, selon Colletis-Walh (2007), et une proximité avec les approches interactionnistes pourrait être perçue à partir de l'analyse de Favereau (2003, p. 277) sur l'approche du sociologue Coleman : il s'agit de "re-socialiser le contexte décisionnel de l'homo economicus, non seulement pour mieux rendre compte des actions individuelles ou de l'évolution des organisations économiques" (cf. critique de la Nouvelle Economie Institutionnelle par Granovetter), mais "aussi pour accroître l'intelligibilité des organisations proprement sociales. Le choix rationnel ainsi re-socialisé ferait retour sur cet environnement socioculturel, pour contribuer à l'expliquer au lieu de le laisser fonctionner comme une variable indépendante" (Favereau, 2003).

"Une première approche de la notion de convention consiste à retenir un sous-ensemble de règles sociales, qui pourrait évoquer certaines institutions informelles de North" (Chavance, 2007). Pour l'EC, les conventions ont surtout pour but de réduire l'incertitude qui ne permet pas une coordination optimale des acteurs. L'EC s'inspire de l'analyse de Keynes (cf. Postel, 2003) visant à tirer toutes les conséquences pour l'analyse économique d'une prise en compte de l'incertitude, pendant d'une hypothèse de rationalité limitée et de ses intuitions sur le rôle des représentations (cf. influence d'une convention en vigueur sur le marché financier, où il vaut mieux avoir tort avec tous que raison tout seul (Batifoulier, 2006) : sans ces conventions, les agents "ne peuvent pas plus se projeter dans l'avenir qu'ils ne peuvent se coordonner" (François, 2008). La convention de Keynes a ainsi une triple caractéristique (Chasserant, Thévenon, 2001) : un rôle "instituant" rendant possible comportements et décisions économiques, un repère collectif permettant l'articulation de stratégies individuelles, un cadre d'interprétation dans le travail d'évaluation effectué par les agents et constituant ainsi avant tout une ressource cognitive.

Au-delà des nuances de définitions entre les différents auteurs de l'EC, une convention, selon Postel (2003, p. 212), n'est ni une norme s'imposant aux agents, ni une contrainte (mais d'abord une

ressource), ni un contrat en ce sens qu'elle ne repose pas sur un engagement explicite. Les conventions accompagnent nécessairement " les règles formelles, celles-ci étant par nature incomplètes ", et Favereau (1997) affirme que " L'incomplétude n'est pas le problème, c'est la solution " : en effet, " une règle ne se présente jamais comme une solution toute faite ", mais " s'applique en fonction d'une représentation, de nature conventionnelle du collectif ". La convention est donc " un type particulier de règles, empreintes d'un certain arbitraire, la plupart du temps non assorties de sanctions juridiques, d'origine obscure, et de formulation relativement vague ou alors éventuellement précise, mais sans formulation officielle " (Favereau, 1997), et " là où la théorie des jeux à la suite de Lewis<sup>11</sup> adopte une approche stratégique des conventions, conservant la rationalité substantielle (ou au mieux limitée) de l'individu ", l'EC " propose une " approche interprétative " (Chavance, 2007, p. 90). Les conventions, en tant que représentations pratiques supposées partagées, renvoient aux attentes des agents relatives au déroulement de leurs coordinations et à leur idée du fonctionnement des groupes au sein desquels ils agissent. Les représentations ont une dynamique intrinsèque en vertu de la pluralité des conceptions du bien conçues par les agents et des critiques et justifications auxquelles elles donnent lieu (cf. la typologie des " cités " de Boltanski et Thévenot, 1991) : l'EC relativise ainsi l'idée de comportements opportunistes intéressés et soutient une variété de formes d'engagement dans l'action.

## 2.3. Convergences et divergences entre TR et EC

### 2.3.1. *Convergences...*

Dans le paysage hétérodoxe français, la différence entre l'EC et la TR tenait principalement au caractère principalement micro ou organisationnel de la première, par opposition au caractère plus macro ou institutionnel de la seconde. Aussi l'EC (cf. Allaire, Boyer, 1995) a été " souvent présentée comme le complément au niveau micro-économique de la théorie de la régulation " (Lazuech, Rimbart, 2004), de même que selon Amable et Palombarini (2005), la théorie évolutionniste, " elle aussi brièvement sélectionnée pour le poste des " fondements micro " (Coriat, Dosi, 2002). Des " alliances méthodologiques " entre la TR et l'EC ont été envisagées " pour approfondir l'analyse de la genèse des institutions, encore peu nourrie dans la TR " (Villeval, 1995), et " comprendre comment émergent les conventions ", notamment en recourant à la théorie des jeux (Boyer, Orléan, 1991). Pour Coriat (1994), en ambitionnant d'endogénéiser la formation et le rôle des institutions, le programme de l'EC était tentant pour la TR, et des complémentarités potentielles ont été très tôt perçues tant par les conventionnalistes que par les régulationnistes. Ainsi Boyer (2004b) appelait à " imaginer un cadre holistique définissant les règles du jeu les plus essentielles, puis une approche de type individualiste explicitant la façon dont se répartissent les divers individus au sein des rapports de production existants " et parallèlement à " bâtir des fondements macro-économiques et institutionnels à une théorie microéconomique " (p.98). La TR, après s'être d'abord peu soucié d'approfondir la relation entre formes institutionnelles et comportements individuels, a donc cherché à combler le manque, en se rapprochant de l'EC pour constituer " l'amorce d'une théorie des formes d'organisation, conventions et institutions " (Boyer, 1995). Selon Billaudot (2006), le renouvellement de la TR devait procéder d'une " conjugaison des programmes de recherche régulationniste et conventionnaliste ". Pour l'EC, Favereau (1989) soulignait : " le problème ne consiste pas dans la pénurie de travaux micro-économiques (Simon, auteurs institutionnalistes...), ni dans la pauvreté des travaux macroéconomiques (Keynes, auteurs régulationnistes...) " mais " le problème essentiel est ailleurs : les uns n'ont pas la macroéconomie de leur micro-économie, les autres n'ont pas la micro-économie de leur macro-économie " (p.324). Une convergence devait alors s'opérer entre une TR détachée de ses origines marxistes et " centrée sur les propriétés dynamiques des formes institutionnelles " et une EC désormais " tournée vers les dynamiques d'apprentissage associées à un ensemble institutionnel donné " (Favereau, 1995).

---

<sup>11</sup> David Lewis, philosophe analytique et logicien américain.

### 2.3.2. ...et divergences

Or on a assisté à une "remise en cause de cette division du travail au cours de la dernière décennie" (Amable, Palombarini, 2005) : "la TR a cherché à descendre vers la micro et à intégrer les structures et les représentations dans le comportement des agents (Lordon, 1997)", pendant que l'EC tentait de monter vers la macro" (cf. Eymard-Duvernay, 2006). Mais les rapprochements entre une TR s'éloignant du marxisme et une EC se tournant vers les dynamiques d'apprentissage, connaissent des limites. En effet, selon Coriat (1994), "ces convergences de préoccupations et de domaines d'étude (analyse de la formation des micro-régularités, identification des codifications en cours dans le comportement des agents...) n'impliquent nullement la même vision et représentation des principes dynamiques du capitalisme". L'approche micro de la TR est fondée sur un système symbolique faisant une place à la domination (cf. référence à Bourdieu par Boyer, 2004a) davantage que sur un dispositif cognitif collectif, alors que l'EC repose avant tout sur "les conventions comme solutions issues de problèmes de coordination".

Si l'analyse conventionnaliste apporte "un cadre d'analyse pertinent de la coordination par les règles dans des contextes environnementaux marqués par l'incertitude", "dans cette construction la notion d'institution n'a qu'une place mineure" (Talbot, 2007). L'EC, pour qui convention vaut institution (Théret, 2000), se rattacherait à l'"institutionnalisme sociologique" : individualisme méthodologique élargi et souci exclusif des problèmes de coordination, intérêt privilégié pour la dimension cognitive des règles (dispositifs cognitifs collectifs). A la place du contrat et de l'hypperrationalité, l'EC substitue la notion de convention, objet collectif, extérieur aux agents, servant de repère pour la coordination. Or pour la TR, les institutions ne peuvent être réduites à des conventions de coordination, mais sont des compromis sociaux (formes historiques stabilisées de rapports de pouvoir) régulant les conflits sans jamais les faire disparaître. "Comment ne pas conclure à une opposition entre les deux mécanismes de genèse des règles (...) ? Ici armistices provisoires dans la lutte de classes, là, accord partiel de coopération entre agents à rationalité limitée" (Favereau, 1995). Selon Aglietta (1997), si "EC et TR pensent explicitement les institutions comme des médiations", les différences entre l'EC et la TR "sur le rôle des médiations pour rendre compte des régularités macroéconomiques se retrouvent dans les points de vue sur la formation des entités collectives par lesquelles ces médiations opèrent" : "processus spontanés qui émergent de l'interaction dynamique des individus poursuivant leurs intérêts" pour l'EC, "capacité de constituer et de poursuivre des intérêts collectifs organisés" dans la TR, pour laquelle "l'action créatrice d'institution est essentiellement politique et la politique n'est jamais une pratique individuelle" (interventions des gouvernements, luttes sociales, formalisation de compromis par le législateur, doivent être considérées à la fois "pour rendre compte de la transformation des institutions et pour décrire la hiérarchie de leurs relations" ; Aglietta, 1997). L'EC dissout "le conflit dans la convention, l'apprentissage dans le compromis et la tension dans la coordination instituée".

**Par conséquent, la TR et l'EC se séparent fondamentalement sur trois questions selon Coriat (1994), la genèse des institutions, la hiérarchie des institutions et le caractère des conventions :**

- Alors que la démarche historique est consubstantielle pour la TR qui cherche à mettre à jour la genèse des institutions, l'histoire est présumée dans l'EC (tout en "présupposant l'existence d'un *common knowledge*, sans quoi aucune convention ne peut venir à l'existence, l'ambition avouée ou non des conventionnalistes est de le "déduire" du comportement des micro-agents").
- Ensuite, pour la TR, la notion de compromis institutionnalisé induit une hiérarchie des institutions, alors que dans l'EC, "s'il est affirmé que certaines conventions sont fondatrices, leur contenu est présenté comme constitué d'un ensemble non démêlable de règles, de contrats, d'attentes réciproques et d'accords divers". Or "aucun contrat entre micro-agents ne peut être interprété sans la référence à la dominance de ces macro-institutions" ("en régime stabilisé, les contrats passés par les agents (explicites ou implicites) se font sous la contrainte de régularités fortes, imposées, et qui correspondent aux grands compromis institutionnalisés").

- Enfin, tout en étant définie comme une " norme constitutive ", ayant une " origine sociale " (cf. référence à Durkheim, dans la Revue économique de 1989), la convention est aussi caractérisée comme un " système d'attentes réciproques ", ne procédant " pas d'une écriture préalable " (Salais, 1989, p 213). Ainsi selon Coriat, l'EC dissipe l'existence des " institutions fondatrices en tant que constructions et systèmes de règles identifiables ", et se situe aux antipodes de la vision des compromis institutionnalisés de la TR, pour qui " le rôle fondateur et structurant attribué aux conventions " est " tenu par la catégorie de " formes structurelles " assurant l'existence des grandes régularités macroéconomiques à partir desquelles les agents individuels passent leurs contrats".

Pour Lipietz (1995), déplorant le mariage entre les concepts de régulation et de convention, l'idée que la dynamique sociale repose sur des conventions entre individus a priori égaux est un " grand bond en arrière ", car elle gomme les rapports de domination dans la société : " alors que la TR " privilégiait les contradictions verticales (dominant/dominé) ", l'EC " part de la compétition horizontale d'individus supposés égaux, et cherche à rationaliser cette compétition en la rigidifiant autour de quelques " conventions ", " structures cognitives inventées dans le passé puis " oubliées ". Il s'agit d'un basculement dans le " mythe individualiste, tempéré par les exigences du cognitif ", là où l'on savait reconnaître jadis un affrontement structurel. L'EC oublie " dans la nuit des temps " l'origine des conventions et les pense " comme des accords ayant pour but conscient " de " minimiser les coûts de transaction et les effets pervers ". Or la TR est soucieuse de " rechercher l'archéologie des institutions " et de " souligner qu'elles ne servaient pas nécessairement leurs inventeurs ", " parce qu'elles étaient fondamentalement un compromis au sein d'une lutte qui résultait, sans l'avoir voulu, en une stabilité précaire et transitoire ".

## **2.4. Institutions et conventions, cognitif et conflit**

L'EC (Salais, 2009) s'élève contre " deux fictions " partageant " la même ambition totalisante d'expliquer de l'extérieur ce qui se passe dans la vie économique " (le marché de l'économie orthodoxe, versus les institutions dans une approche structuraliste) et n'accordant " plus de place pour l'action individuelle autonome, ni pour la coopération en direction d'un produit commun ". " A la différence des ces deux " fictions ", l'unité d'observation élémentaire de l'EC n'est " ni l'échange, ni la régulation, mais la coordination, précisément la situation de coordination ", qui appelle des conventions, " solutions possibles à un problème donné de coordination " (par exemple, dans les échanges n'intervient pas que le prix, mais aussi la qualité du produit). Pour le conventionnaliste Salais (2009) (" si on veut " éviter un débat sur le sexe des anges "), " institutions et conventions ne sont pas d'une essence différente, ni les premières d'un niveau supérieur aux secondes, et les institutions sont " pour une large part des conventions (ou des compromis entre conventions) stabilisées et extériorisées ". Or pour un régulationniste comme Boyer (2004a, p. 37), la convention relève d'un niveau inférieur.

Pour lever les ambiguïtés de l'EC, Chatel et Rivaud-Danset (2006) proposent d'analyser la notion de convention, " non pas comme une notion nouvelle concurrente de l'institution mais comme une méthode indiquant la présence des institutions dans l'action " : " les institutions orientent l'action mais comme les situations sont toujours singulières à certains égards, elles ne les déterminent pas. Elles réduisent l'incertitude sans pour autant la faire disparaître ".

Cerner le noyau dur de l'EC est difficile, soulignent Amable et Palombarini (2005, p. 37), même en ce qui concerne la notion clé de " convention " : ainsi Orléan (2004) fait référence à la définition de la convention par M. Weber (1921) qui fait une grande place à la contrainte<sup>12</sup>, et se réfère également à M.

---

<sup>12</sup> Alors même que pour les interactionnistes, tel que Goffman, " la situation est une structure de contraintes qui impose l'usage de certaines catégories de description des objets, des événements, et des conduites observables dans un cours d'activité pratique, définit des manières appropriées de remplir les rôles spécifiques à cette activité, et donne des indications au sujet des propensions de l'action qu'il est possible d'y mener. Cette structure de contraintes guide l'engagement dans l'action comme le formation des jugements portés sur les faits et gestes des partenaires de l'interaction. En ce sens, elle est une forme typique et stabilisée de contexte... (Ogien, 2007, chapitre " L'accord dans la coordination ", p. 161). Ogien (2007)

Douglas (2004) ou à Lordon (1999), qui relient ces questions de légitimité aux luttes pour le pouvoir symbolique. Or pour Eymard-Duvernay et alii (2006), " lorsqu'on admet que la coordination des actions humaines est problématique et ne résulte pas de lois de nature ou de contraintes, [que] l'on peut comprendre que la rationalité humaine est d'abord interprétative et non pas seulement ou d'emblée calculatrice ". L'EC vise à intégrer les représentations des agents dans l'explication de leurs comportements, mais " la grille de lecture des cités s'accompagne d'une hypothèse forte : les agents acceptent comme légitime et ne contestent pas toute inégalité qui correspond à leur vision du bien ". " Le traitement de l'inégalité, notamment, est fait en termes de hiérarchies légitimes au sens où elles ne reposent pas sur la violence, même symbolique ", et " le différend se clôt dans un jugement public dont nul ne contesterait plus la légitimité " (Amable, Palombarini, 2005, p. 42). L'EC rabat la question de la légitimité sur celle de la morale (Amable, Palombarini (2005, p. 39) alors que " les choses se passent différemment (comportements égoïstes, mauvaise foi, rapports de force, etc...) ".

L'EC, inspirée par la théorie des organisations (Lamoureux, 1996), considère ainsi comme centrale la question de la coordination des individus au sein d'organisations par le jeu de dispositifs cognitifs collectifs, et les conflits d'intérêts collectifs comme périphériques. Or une approche strictement cognitive présente le risque que " les règles de la vie en société se diluent dans leurs multiples interprétations menacent de perdre leur capacité d'orienter les comportements " (Chatel, Rivaud-Danset, 2006).

La vision morale et l'insistance sur la dimension cognitive conduisent l'EC à négliger le conflit (Boyer, 2004a, p. 161), comme si les institutions étaient le produit d'un accord des individus (et non la cristallisation pérenne de rapports de pouvoir inégaux) et comme si le changement institutionnel procédait d'une modification des intentions des acteurs (indépendamment des déterminants économiques et sociaux). Pour l'institutionnalisme historique, " le conflit politique est premier car les institutions sont le produit de la différenciation sociale des intérêts et de l'asymétrie de pouvoir qui en découle " (Théret, 2003). Perroux lui-même concevait la " réalité sociale marquée par des conflits entre intérêts divergents " (Clerc, 1997, p. 51) et " l'économique " comme un ensemble de " luttes-concours " et de " conflits-coopérations " (Perroux, 1971, p. 347 et 1991, p. 65). Ainsi " la coordination politique implique de prendre des décisions par nature partiales tout en donnant une cohérence à des aspirations contradictoires " (Talbot, 2007), et " un choix d'institutions est directement ou indirectement un choix politique, ou tout au moins, reflète l'équilibre politique qui prévaut dans la société, c'est-à-dire le compromis qui a été atteint sur les conflits de distribution " (Amable, 2005, p. 58).

## 2.5. En finir avec une vision économique-fonctionnelle de l'institution

Si " la recherche des mécanismes sociaux qui permettent à la crise de ne pas éclater est le problème théorique central de la TR " (Amable, Palombarini, 2005, p. 177), le caractère conflictuel d'un rapport social " ne veut pas dire que le rapport social éclatera " (cf. Lipietz, 1984, p. 5)<sup>13</sup>. Loin de toute approche fonctionnaliste, " la question centrale est (...) celle de la viabilité d'un ensemble de compromis institutionnalisés qui n'ont a priori aucune raison de définir un régime d'accumulation stable, et " régulation et crises sont indissolublement liées comme les deux faces d'une pièce de monnaie " (Boyer, Avant-propos, in Boyer, Saillard, 2004a). Il convient donc d'en finir avec une " vue économique-fonctionnelle " de l'institution, qui " veut expliquer aussi bien l'existence de l'institution que ses caractéristiques (...) par la fonction que l'institution remplit dans la société " (Castoriadis, 1975, p. 172). Selon Amable et Palombarini (2005, pp. 202-203), cette vision téléologique des institutions est aussi bien le fait de la théorie des anticipations rationnelles (réponse à un problème d'information imparfaite ou de coordination, solution d'un problème entre principal et agent), d'un certain marxisme

---

souligne par ailleurs que même " Durkheim considérait que cette contrainte ne supprime ni la responsabilité, ni la volonté, ni la créativité, ni le libre-arbitre " et qu'elle est même la condition de possibilité de la liberté individuelle " (note 1, p. 152).

<sup>13</sup> " si nous l'identifions, c'est bien qu'il n'a pas éclaté, que la reproduction s'opère. Du moins provisoirement, jusqu'à la crise justement. Il faut donc que malgré, et ce à travers la lutte des agents en rapport, le rapport se reproduise. Comment ? Tel est le problème de la régulation " (Lipietz, 1984, p. 5)

(rôle ex post dans la structure sociale : contribuer à la reproduction capitaliste), que de l'EC (économiseurs et ressources de justification, voire de moralité, facilitant les processus de justification sans recourir à des épreuves coûteuses). Toutes ces théories renvoient l'émergence de l'institution à une finalité unique qui en détermine le profil et, du moins dans une première phase, le fonctionnement. Considérant au contraire " l'émergence d'une institution comme le résultat d'un compromis entre intérêts et finalités hétérogènes ", " lié à la configuration des attentes sociales et des rapports de force en présence ", Amable et Palombarini (2005, pp. 208-209) soutiennent qu'on ne peut reconstituer les finalités à l'origine d'une institution en étudiant simplement son fonctionnement : ceci nécessite de procéder à une analyse historique des formes concrètes du processus qui conduit à l'émergence de l'institution, et la rupture avec une " vue économique-fonctionnelle " de l'institution doit être double : lors de sa constitution, l'institution répond rarement à une finalité unique et cristallise un compromis entre attentes sociales hétérogènes, puis au cours de son existence, elle est en mesure d'acquérir une fonction et une logique spécifiques, irréductibles aux facteurs de sa genèse. Les approches utilitaristes et fonctionnalistes confondent " origine et fonction, émergence et évolution " (Boyer, 2004a, p. 172), alors même que par exemple certaines institutions fondatrices d'une économie marchande ont une origine extra-économique (ainsi la monnaie résulte non de l'inefficacité du troc mais du seigneurage des princes ou des lettres de change entre commerçants ; l'Etat est né non pour résoudre les imperfections des marchés mais pour organiser la sécurité : guerres et levée des impôts).

## **2.6. Institutions et holisme : vers un holisme " tempéré " en " holindividualiste "**

Pour l'EC, la notion d'institutions a une trop forte connotation holiste (Amable, Palombarini, 2005, p. 55), et se présente " trop naturellement comme une entité collective structurée ", d'où la justification de la notion de " convention " pour désigner ces cadres communs d'action, " notion multiforme qui avait l'avantage de se connecter directement avec l'analyse économique des problèmes de coordination en situation d'incertitude " (Bessy, Favereau, 2003). Or l'institutionnalisme " accorde au collectif une double caractéristique d'autonomie et d'antériorité. Autonomie, car le collectif n'est pas une simple agrégation des actions individuelles ; antériorité, car chaque individu se voit imposé un ensemble de statuts, dont l'acceptation collective est antérieure à sa propre existence " (Talbot, 2007).

Une posture individualiste ne peut conduire à reconnaître un " collectif irréductible à des relations interindividuelles " (Talbot, 2007). Alors que l'exigence de dépasser l'opposition holisme/individualisme est " très fortement ressentie dans les rangs de l'EC " (Amable, Palombarini, 2005) et implique l'abandon de l'individualisme méthodologique, le maintien de ce rattachement est justifié comme stratégie de communication pour un " discours audible pour la majorité des économistes " (Bessis, 2007) dans la mesure où " il vaut mieux éviter de se marginaliser, et qu'il est préférable d'essayer, de l'intérieur, d'élargir toutes les failles qui existent dans la théorie orthodoxe " (Favereau, 1996). L'individualisme méthodologique aurait ainsi une fonction totémique, celle de " figurer fictivement le maintien d'une filiation devenue inutile avec la théorie économique orthodoxe " selon Rallet (1993) qui soutient qu'un tel programme de recherches n'est toutefois pas cohérent avec le postulat d'individualisme méthodologique dont se réclament l'EC, car on ne voit pas comment l'EC pourrait renouveler l'analyse économique sans en remettre en cause les fondements. En effet, " une dialectique de l'individuel et du collectif suppose que chacun des termes soit irréductible à l'autre ", et on doit admettre " une instance du collectif qui ne soit pas une simple forme réifiée de l'interindividuel ", " C'est en effet parce qu'il y a une extériorité et une opacité minimales du collectif (...) que la dynamique des interactions individuelles peut converger vers une convention stable ". Il faut donc considérer " le pouvoir de détermination causale d'objets collectifs " (Dupuy, 1989), et " situer le comportement individuel au cœur d'un écheveau complexe de formes sociales de l'action : règles, normes, conventions, organisations, institutions.... c'est d'ailleurs ce que font les analyses conventionnalistes lorsqu'elles se penchent sur des objets particuliers... " : il est donc " naïf de prétendre expliquer les conventions y compris microéconomiques en faisant l'impasse sur le rôle des agents collectifs et le pouvoir d'imposition de l'Etat " (Rallet, 1993).

La TR s'est progressivement réclamée d'une " approche holindividualiste " (Boyer, 2004a, p. 109), stratégie de recherche visant à " articuler le micro et le macro, en s'affranchissant tant du holisme standard, qui consiste à traiter le macro comme résultat de l'équivalent d'une action individuelle que de l'individualisme méthodologique pur qui récuse toute référence au collectif et au social " (Boyer, 2004b, p. 12). Cette " synthèse institutionnaliste " repose par " une problématique d'intégration dialectique d'une théorie de l'action et d'une théorie de la structure " (Chanteau, 2001). Selon Delfavard (2000, p. 16), " l'articulation devient celle entre le niveau macro institutionnel où les actions individuelles produisent des institutions et le niveau micro institutionnel où les actions individuelles opèrent dans un contexte institutionnel donné ; le niveau macro est ainsi celui des acteurs institutionnels dont les actions portent sur les règles alors que le niveau micro est celui des acteurs tout court qui agissent dans le cadre de règles données ". Ainsi " cette approche évite une régression à l'infini pour trouver un fondement individualiste à toutes les formes d'organisation collective, ne confond pas le temps de constitution des institutions avec celui de leur impact sur les décisions au jour le jour et permet d'ordonner l'analyse institutionnelle selon une hiérarchie... " (Boyer, Saillard, 2002, Glossaire, p. 564).

### 3. QUELLES CONSEQUENCES POUR L'APPROCHE PROXIMISTE ?

#### 3.1. Endogénéiser les institutions

La question de la coordination, centrale dans l'approche de la proximité, est abordée différemment (Talbot, 2007) selon le statut accordé aux cadres de l'action : " d'abord individuels dans l'approche conventionnaliste " et " systématiquement collectifs dans l'approche institutionnaliste ".

L'approche interactionniste de la proximité remplace le couple institution/organisation par le couple similitude (communauté de croyances et de savoirs) et appartenance (interactions grâce à des règles et routines) : la société est conçue à partir de relations interindividuelles et d'interactions, champ mutuel d'influence (Le Breton, 2004) dans lequel un agent tient compte dans son action du comportement des autres agents. Certes, il se distingue de l'individualisme méthodologique, dans la mesure où est attribué à chaque partie un caractère qui dépend de la relation (Torre, 2008, p. 294) et où est rejetée la figure de l'agent représentatif au profit d'un agent qui tient compte dans son action du comportement des autres agents avec lequel il entretient des liens directs (cf. Grossetti, Filippi, 2004). Comme les dynamiques économiques territoriales sont difficilement réductibles à des ensembles d'interactions individuelles, on recourt à un " système de représentations partagées par les individus ", pour décrire la dimension de similitude de la proximité organisée, mais la proximité reste encore inter-individuelle (cf. Rallet, Torre, 2004).

Ainsi la conception interactionniste de la proximité conduit à ne pas traiter la dimension politique de la coordination, complémentaire de la dimension cognitive : " l'action collective suppose, pour se réaliser le partage, certes de croyances et d'une vision commune du monde, mais aussi d'accords, de compromis transitoires face à la divergence des intérêts " (Talbot, 2008). **Le " traitement simultané de ces espaces de sens (dimension cognitive) et de choix (dimension politique) " (Talbot, 2008) nécessite le concept d'institution au sens de l'institutionnalisme historique, notamment de Commons qui privilégiait la dimension d'action : l'institution comme " action collective en contrôle et en libération de l'action individuelle " (alors que la dimension cognitive était surtout mise en avant par Veblen : l'institution comme disposition à penser et à agir de la même façon). Le concept d'institution [...] permet, non pas de substituer une dimension – politique – à l'autre – cognitive –, mais d'enrichir la démarche proximiste par une prise en compte simultanée des phénomènes cognitifs et politiques " (Talbot, 2010), car " la distinction entre dimension cognitive et dimension politique est purement analytique", dans la mesure où ces deux dimensions sont profondément intégrés.**

Pour l'approche institutionnaliste, les institutions ne sont pas seulement des dispositifs de coordination ex post d'agents dotés d'une rationalité limitée, mais agissent en amont et permettent de régler les conflits issus de l'hétérogénéité des agents (cf. Amable 2005) : elles sont préétablies socialement et

s'imposent aux individus. Par conséquent, la prise en compte de la dimension collective des modes de coordination sociale ne saurait se limiter à la question de la coordination des comportements individuels dans des contextes d'incertitude. Contrairement aux approches évolutionnistes ou conventionnalistes, les organisations, comme formes institutionnelles, ne sauraient donc être réduites à une fonction de coordination cognitive. Il ne s'agit donc pas de faire appel ponctuellement au "contexte institutionnel" comme un facteur "sociologique" parmi d'autres facteurs, "ni de réduire l'institution à un signal qui autorise la construction d'anticipations" (Talbot (2005), mais d'endogénéiser les institutions dans la théorie économique (cf. Amable, 2005, ou Lordon, 1997), comme cela a été fait pour l'espace : "le partage d'institutions entre des individus est une condition *sine qua non* à toute coordination", et "cette endogénéisation permet ensuite de mettre à jour le fait que l'institution est créatrice d'une forme de proximité" (Talbot, 2008).

La proximité institutionnelle est irréductible à la seule logique de similitude selon Talbot (2008), car elle renvoie non seulement à des significations communes à partager mais à des rôles complémentaires dans l'action collective par des acteurs aux positions sociales asymétriques. La relation sociale n'est pas à priori équitable et juste, mais est un rapport de force a priori, d'où son caractère conflictuel. Condition nécessaire à toute action collective, la proximité institutionnelle peut "varier en intensité" (Talbot, 2008, p. 306). Quant à la proximité organisationnelle, elle est une forme particulière de proximité institutionnelle qui articule coordination cognitive (mémoire de l'organisation composée de règles et de routines), et coordination politique (structure de pouvoir). La proximité s'avère "porteuse tout autant d'une idée de partage que d'autorité", et on ne peut s'en tenir à une catégorisation étanche cognitif/politique (cf. Muller, 2005), car "les intérêts s'expriment par le prisme des matrices cognitives et normatives (qui analysent le monde et disent comment il doit être)". Selon Talbot (2008), alors que "les institutions encodent de l'information, suppléant ainsi aux limites de la rationalité et permettant la coordination cognitive en réduisant l'incertitude associée à l'action" (cf. Douglas, 2004), les organisations se distinguent des autres institutions "en produisant des règles et des routines destinées à la coordination cognitive en vue d'une action collective" (économisant ainsi les capacités cognitives pour les activités routinières utilisées dès lors de façon plus opportune).

Si la proximité s'est construite, au moins dans un premier temps, sur l'idée naturellement positive d'un partage fondé sur des rapports de confiance, l'institutionnalisme, en mettant l'accent sur l'importance des rapports de pouvoir (Théret, 2001) et des conflits en découlant, souligne que l'appartenance à un même univers d'action et le partage des mêmes valeurs n'excluent pas des rapports de coercition. Ainsi alors qu'une certaine tendance à l'oubli des conflits était manifeste dans les premiers travaux proximités, on peut observer une tendance récente à l'analyse des conflits pour l'instant principalement limités aux conflits d'usage (Kirat, Torre, 2008, Caron, Torre, 2002, Bouba-Olga, 2007), mais ces travaux pourraient utilement être étendus aux relations entre entreprises et territoires (par exemple, entre les coopératives soumis à une logique de rentabilité financière et les producteurs, agriculteurs et salariés).

### **3.2. Pas de micro institutions sans macro-institutions**

Les institutions, lorsqu'elles sont invoquées par les interactionnistes, correspondent plutôt à des "micro-institutions" (Colletis-Walh, 2008, pp. 256-257), telles que ressortant de façon dominante de l'approche institutionnelle d'Aoki (2006, ch. I). Alors que les "macroinstitutions", ou "meta-rules" se caractérisent par leur stabilité et une nature "séculaire", les "microinstitutions" sont définies de manière endogène par l'interaction stratégique des agents, et constituent un "système d'information compressé"; les "micro-rules" permettent aux individus en possession de règles du jeu minimales ou incomplètes de participer aux transactions (règles du jeu définies par les agents eux-mêmes au cours de leurs interactions, dans un contexte de rationalité limitée, représentations minimales se développant par répétitions et se généralisant sous l'effet de l'anticipation de la stabilité des résultats des jeux). Ainsi la relation entre individus repose sur la construction de micro-institutions (notion proche de celle de conventions pour Colletis-Walh, 2008), suffisant au déroulement de la coordination, et ces "dispositifs

destinés à rendre effectives les règles requises par l'activité transactionnelle " (Ménard, 2005) ne sont pas liés à des formes collectives mais à des " anticipations individuelles concernant la stabilité des résultats des jeux dans lesquels les agents sont engagés ". Pour l'interactionnisme, le lien micro-macro n'est donc pas présupposé : micro-règles et micro-institutions peuvent exister de manière autonome.

Or un ensemble de conventions ne constitue pas une macro-institution, même si un tel passage peut parfois être suggéré (par exemple par Filippi, Grossetti, 2004), car " les institutions sont des constructions collectives reliées à la nature routinisée des comportements et des interactions individuelles. Elles dépassent l'inter-action inter-individuelle et s'imposent à cette dernière " (cf. Veblen, 1898). Pour l'institutionnalisme historique, les micro-règles sont influencées par l'action individuelle, ce qui permet de combler la coupure et la distance entre micro et macro, mais il n'y a pas de micro-règles sans macro-règles, de micro-institutions sans macro-institutions. Les règles implicites ou explicites sont définies à long terme à travers des formes institutionnelles qui fixent des cadres d'action stables dans le temps et qui permettent de guider la mise en rapport des individus. L'évolution des règles est lente, progressive et transformable uniquement à travers des mécanismes de nature collective échappant à l'influence d'acteurs isolés. Alors que pour les interactionnistes, des distinctions portent sur la temporalité des règles (distinction entre des règles ex-ante, définies en amont, et des règles ex-post, ajustements effectués lors de la mise en rapport des individus), pour l'institutionnalisme historique, la construction collective des règles est par nature ex ante, et l'institution conditionne les interactions interindividuelles.

D'après Colletis-Walh (2008, p. 261-262), les deux approches des proximités sont donc " plus concurrentes que complémentaires ", dès lors qu'elle privilégient deux manières d'appréhender les dynamiques spatiales : plutôt résilientes selon l'interactionnisme et plutôt territoriales selon l'institutionnalisme historique (le territoire, construction collective, dans la tradition des systèmes territoriaux de production, et objet d'analyse de nature mésoéconomique, à l'instar des formes institutionnelles dans la TR assimilant ces dernières à des formes permettant le passage entre micro et macro, Colletis-Wahl, 2008, note 14). Selon l'institutionnalisme historique, une dynamique territoriale est donc " plus " qu'une interaction résiliente de nature interactionniste, en raison de sa nature collective inscrite dans le temps long (Colletis-Wahl, 2007). Ainsi, les firmes sont localisées sur des territoires et développent des stratégies résilientes dans le même temps : par conséquent, la question de l'arbitrage entre territoire et réseau s'apparente à une fausse piste, et il convient d'éviter un reniement des dimensions collectives ou une séparation trop marquée entre organisation et institution, héritée du découpage néo-institutionnaliste qui propose des formes alternatives de coordination des activités ou de gouvernance (de manière alternative la firme, le réseau ou le marché).

### **3.3. Les limites de la " dimension locale de la régulation "**

Pour Salais (préface à Pecqueur, 1996), le " péché originel " de la TR est d'être " née au sein d'un Etat centralisateur et planificateur qui interdit (et s'est interdit) de considérer les territoires comme des entités collectives autonomes dotées d'une dynamique propre ". Valorisant " l'acteur économique sous la figure de l'entrepreneur ", Salais (1996) soutient qu' " il n'y a de développement économique que là où les acteurs regardent vers l'avant et agissent en conséquence ". Pour Gilly et Pecqueur (2000), considérant trois limites au pouvoir explicatif de la TR : caractère non homogène d'un régime d'accumulation national, montée des processus d'insertion des Etats dans la division internationale du travail, et surtout difficulté à penser la genèse des régimes d'accumulation et des modes de régulation, " la réponse à une telle difficulté ne peut être trouvée dans la seule sphère macro-économique et macro-institutionnelle, mais bien dans les nouveaux comportements stratégiques des acteurs lorsque les principes d'organisation et de coordination jusqu'ici dominants deviennent inadaptés aux évolutions socio-économiques en cours ". Au demeurant, si la TR se présente " d'abord comme une théorie macroéconomique ", " un certain nombre de chercheurs se référant explicitement à cette théorie ", s'étaient déjà engagés " dans des analyses d'ordre mésoéconomique " relatives aux secteurs (cf. Bartoli,

Boulet, 1990 et Boyer, 1990) considérés " non à partir de l'homogénéité du produit – conception walrasienne- mais à partir d'une construction sociale complexe de la sphère productive, repérable historiquement " (du Tertre, 2002, p. 313).

Est ainsi posée la question de la pertinence pour se coordonner, de niveaux méso-économiques (dont relèvent notamment les réseaux et les territoires<sup>14</sup>), intermédiaires entre la relation inter-individuelle et la totalité faisant système (nation, monde...), et " espace de représentations et de règles d'action communes " intégrant à la fois les mécanismes stimulants globaux d'un système économique et les stratégies des individus et des groupes sociaux (Gilly, Pecqueur, 2000). Dans la mesure où ces relations de coopération ne sont jamais symétriques du fait de la distribution inégale du pouvoir économique et d'effets de domination de certains d'entre eux (groupes industriels, par exemple) sur les autres, Gilly et Pecqueur (2000) soutiennent la nécessité d'un " Dispositif Régulateur Territorial ", au point mouvant d'articulation méso-macro entre institutions locales et institutions globales, compromis institutionnel permettant et orientant " la coordination des acteurs selon des régularités durables de proximité géographique ".

Gilly et Pecqueur semblent toutefois surestimer l'autonomie du local et " la dimension locale de la régulation " (Gilly, Pecqueur, 2002), en cherchant à " décalquer " les cinq formes institutionnelles canoniques de la TR (cf. Boyer, 2004), et surtout en tentant de " voir dans le local un niveau privilégié d'innovation et d'émergence des transformations du régime d'accumulation ". Au-delà de " l'autonomisation relative des régulations territoriales ", Gilly et Pecqueur sur-valorisent " la place des organisations territoriales dans la genèse des régulations globales ", en soutenant que " les relations de proximité géographique peuvent permettre les processus d'hybridation institutionnelle qui expliquent non seulement les modalités de diffusion des principes globaux productifs et institutionnels, mais également les modalités de création de nouveaux principes ", et que " des systèmes territoriaux mettent en évidence des bifurcations, évolutions et régulations partielles qui ne peuvent être expliquées par la seule globalité (holisme) ou par la seule stratégie des acteurs (individualisme). " (Gilly, Pecqueur, 2000, p. 160). Rappelant notamment que Piore et Sabel (1989) voyaient dans la spécialisation flexible de la Troisième Italie les prémisses d'un modèle post-fordiste, " sans pouvoir démontrer dans quelle mesure précise les régulations locales accouchaient d'un modèle post-fordiste complet et défini ", Gilly et Pecqueur (2000, p. 161) affirment " pourtant que les systèmes territoriaux sont bien des lieux d'élaboration des modèles productifs à venir sans que l'on puisse en désigner aujourd'hui les contours ", et que " le cas intéressant est celui où les innovations institutionnelles et technico-économiques mises en œuvre sur le territoire exigent pour se développer un éclatement des formes institutionnelles et productives du système économique global. Tout en reconnaissant que " toute innovation institutionnelle locale n'a évidemment pas vocation à se diffuser et à transformer le régime d'accumulation et le mode de régulation existants ", Gilly et Pecqueur (2002) considèrent que " toute la question est de trouver les déterminants locaux des transformations radicales d'un système économique et de son régime d'accumulation ", alors que les travaux de Boyer et Orléan<sup>15</sup> ont démontré les limites de la transformation locale. On observera en particulier que l'établissement d'un groupe industriel est

---

<sup>14</sup> La TR est marquée à l'origine par une conception du territoire " entre espace réceptacle et espace postulé " (Dupuy, Gilly, Lung, 2007, p. 115) : " l'entrée de la TR est celle du régime d'accumulation et du mode de régulation, puis le secteur industriel pour y retrouver enfin, au terme d'un détour théorique, le territoire. A l'inverse, l'approche de la DP (Dynamiques de Proximité) vise à identifier le rôle du territoire, même si celui n'est pas postulé, puis à saisir les articulations de la dynamique spatiale avec le contexte macroéconomique ". Ainsi chez Lipietz (1977), " l'espace est une construction sociale fondamentale, le produit de la lutte des classes, mais il occupe une position passive ". Contrairement à une vision de l'espace réduisant le local à une matérialisation des rapports sociaux, les premiers travaux du groupe DP partent de la prééminence du local, voire du territorial.

<sup>15</sup> Selon une étude de Boyer et Orléan (1990), " les outils (individualistes) de la théorie des conventions appliqués dans un modèle simple de théorie des jeux se traduisent par le constat que la formation de la norme salariale fordienne ne peut par ce moyen être déduite du comportement des microagents " : " faute d'une approche historique et holiste (les conditions respectives de formation des classes ouvrières, d'affrontement capital/travail sur des marchés du travail et des biens dont les caractéristiques sont presque opposées au Japon et aux Etats-Unis), l'approche par les conventions échoue purement et simplement " (Coriat, 1994).

inséré dans trois types de proximité institutionnelle : celle du territoire d'implantation de l'unité, celle du groupe d'appartenance, celle du secteur d'activité (cf. Dupuy, Gilly, 1995)<sup>16</sup>.

### 3.4. Le rôle des acteurs

Dans une conception géographique très extensive du territoire (Tallard et alii, 2000, pp. 15-16) celui-ci peut être appréhendé selon trois situations d'innovation : au sein des institutions, par les institutions, innovation des institutions. Le territoire peut être alors saisi d'abord comme " héritage historique et culturel " (cf. " dépendance du sentier "), puis comme espace institutionnel de l'action (construction collective), et enfin comme " formation institutionnelle qui fait elle-même l'objet d'une innovation selon une dynamique propre aux institutions " (et non plus exclusivement exogène). Le territoire n'est donc pas un donné a priori mais une construction sociale, résultant du jeu des acteurs et des organisations : " les acteurs institutionnels jouent souvent un rôle essentiel dans la construction de la gouvernance territoriale, en particulier, par le biais d'institutions formelles d'animation et de mise en réseau (contrat de pays, pôle de compétitivité...) " (Dupuy et alii, 2007), et les relations secteur-territoire sont des construits relevant de la méso-économie.

Ainsi la gouvernance locale se situe entre niveaux macro et micro, à un niveau méso de regroupements intermédiaires de partenaires se coordonnant autour d'une finalité économique commune (secteur, territoire, réseau, groupe...), et comportant deux dimensions, l'approche sectorielle et l'approche territoriale : d'une part, le secteur est non réductible à la concurrence entre acteurs économiques car il est également traversé par l'intervention publique participant à la construction des rapports concurrentiels et coopératifs entre les firmes, aux relations aux autres secteurs de l'économie (fournisseurs, financement), aux compromis élaborés en matière de relations salariales et même au rapport que les firmes entretiennent avec leur marché (Dupuy et alii, 2007, p. 122) ; d'autre part, le territoire connaît une dynamique nourrie de processus endogènes et exogènes donnant naissance à une multiplicité de configurations territoriales. De la relation firmes-territoires (notamment dans la mesure où " les territoires sont plus ou moins soumis aux concurrences entre firmes, ces dernières bénéficiant à des degrés divers des externalités locales produites par les dynamiques des territoires "), émerge une diversité des trajectoires de développement territorial, et notamment trois catégories polaires de développement territorial correspondent chacune à une organisation productive et à une dynamique institutionnelle particulière (agglomération, spécialisation, spécification), et à différents modes de gouvernance locale (Dupuy et alii, 2007)<sup>17</sup>.

Le territoire, comme proximité entre acteurs, peut jouer un rôle décisif dans les phases d'émergence (automobile à Détroit, informatique pour la Silicon Valley), de mutation (nouveaux types de relations entre acteurs industriels et centres de recherche ou entreprises de services, faisant naître de nouvelles configurations productives, de nouvelles connexions entre secteurs, et de nouvelles externalités) ou de crise des secteurs productifs (actions publiques-privées de reconversion en cas de crise, passage d'une logique industrielle à une logique territoriale). La dialectique Secteur-Territoire, qui se caractérise par des redéploiements de ressources (notamment spécifiques) du secteur vers le territoire ou du territoire vers le secteur, passe au plan institutionnel par celle des gouvernances territoriale et sectorielle, et donc celle des proximités institutionnelles qui les caractérisent. (Gilly, Lung, 2004). Dans la perspective de mettre en lumière les médiations institutionnelles, il importe de " détecter les acteurs-clés en tant qu'ils

---

<sup>16</sup> L'imbrication entre logique sectorielle et logique territoriale est essentiellement marquée dans un espace local pour deux types d'activités (Gilly, Lung, 2008) : l'agriculture au support physique (la terre) sur lequel s'est construit un ensemble de relations sociales et d'institutions ; les services de proximités, fondés sur de la coproduction et des relations de " face-à-face " (notamment échanges de connaissances tacites) nécessaires pour procéder aux ajustements indispensables (cf. numéro spécial de Géographie, Économie, Société, de 2002 (n°2), centré sur ces deux activités). Ces deux secteurs correspondent à côté du BTP aux secteurs non fordiens à la dynamique atypique (du Tertre, 2002, p. 313).

<sup>17</sup> Ainsi, alors que dans le processus d'agglomération, le territoire est largement un réceptacle, dans le processus de spécification, il y a interaction de la gouvernance territoriale et de la gouvernance sectorielle (cf. schéma d'illustration du rôle des acteurs dans l'articulation mésosystème sectoriel et mésosystème territorial, Dupuy et alii, 2007, p. 127).

structurent la coordination aussi bien au niveau territorial qu'au niveau sectoriel et produisent les référents institutionnels des autres acteurs " (Gilly, Lung, 2004), tout en étant conscients que dans les processus d'articulation entre secteurs et territoires, le rôle des " macro-acteurs " est déterminant (Dupuy et alii, 2007).

## CONCLUSION

Nous avons pu observer la grande réticence d'une majorité d'approches proximitistes à utiliser la notion d'institutions (à l'instar des conventionnalistes), et à s'écarter d'un cadre théorique issu de l'individualisme méthodologique et amélioré dans différentes versions interactionnistes. La présentation des différences entre la TR et l'EC nous a conduit à souligner la dimension de fait social total des institutions et de leur nature conflictuelle. Nous considérons qu'il convient de prolonger l'approche régulationniste (au-delà de son approche macro originelle) et de retrouver les intuitions d'un institutionnalisme historique à la Commons (l'institution, instituante/instituée, contraignante et habilitante), à la fois en évitant certaines lectures " durkheimiennes " trop déterministes et en dépassant les limites de la sociologie de l'encastrement, notamment pour articuler les dimensions de confiance et de conflit. Sans pour autant chercher à " décalquer " localement la TR, c'est à partir du primat de la proximité institutionnelle (" pour voler, on ne saurait ignorer les lois de la pesanteur "), que doit être analysée la capacité des acteurs tout en prenant en compte le temps long du développement local (et pas seulement la relation dans l'espace). Il convient par conséquent de rechercher comment une conception renouvelée de l'institution et un holisme tempéré peuvent aider à mieux cerner la capacité d'initiative et de changement des acteurs. Bref, une fois reconnu le primat de la proximité institutionnelle, le travail reste à faire pour rechercher les marges d'action des individus et de groupes locaux. Aussi approfondir un programme de recherche sur le développement local nécessite de travailler particulièrement aujourd'hui sur l'articulation micro/macro, sur les interactions entre les actions locales et les déterminants globaux, sur l'impact d'initiatives individuelles sur le contexte économique local et sur les relations entre les stratégies et décisions des entreprises et des collectivités. Pour apprécier l'impact du rôle des acteurs, le temps long des résultats doit également être pris en compte. Plus fondamentalement, doivent être soulignées la difficulté d'imputabilité des causes de développement (en particulier, rôle des actions locales et actions extra-locales) et l'insuffisance d'analyse du chaînage des causes individu/collectif, au-delà de corrélations sommaires souvent basées sur le collage de régularités statistiques rapidement promues au rang de " success stories " et de " faits stylisés "<sup>18</sup>. Il s'agit, comme le souhaite Billaudot (2009) à propos de la TR, de " comprendre le changement institutionnel en évitant tout déterminisme de la reproduction, sans retomber pour autant sur une théorie du sujet souverain, d'un acteur libre et conscient de ses actes qui fait l'histoire ".

---

<sup>18</sup> " Pour éviter tout malentendu –l'utilisation de soi-disant " faits stylisés " étant le plus souvent abusive- il faut préciser que ce que l'on entend par là, c'est le fait que par voies d'observations comparées et de rationalisations successives, l'accumulation d'éléments de connaissance tacite s'opère, ce en quoi consiste la stylisation des faits. Il ne s'agit donc pas, comme trop souvent, de partir de ce que l'on sélectionne par commodité et que l'on proclame stylisés " (de Bandt, 2005).

## BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta M., 1997, " Postface ", in *Croissance et crises du capitalisme*, nouvelle édition, Odile Jacob
- Aglietta M., Orléan A., 2002, *La monnaie entre violence et confiance*, Odile Jacob
- Allaire G., Boyer R., 1995, *La grande transformation de l'agriculture : Lectures conventionnalistes et régulationnistes*, Economica-INRA
- Allemand S., 2004, " L'apport de l'institutionnalisme historique. Entretien avec Peter Hall ", Propos recueillis par S. Allemand, *Sciences Humaines*, septembre
- Althusser L., 1965, *Pour Marx*, Maspero
- Amable B., 2005, " Institutions, complémentarité et hiérarchie ", chapitre 2, in Amable B., 2005, *Les cinq capitalismes*, Le Seuil
- Amable B., Palombi S., 2005, *L'économie politique n'est pas une science morale*, Raisons d'Agir
- Aoki M., 2006, *Fondements d'une analyse institutionnelle complexe*, Albin Michel
- Bartoli P., Boulet D., 1990, " Conditions d'une approche en termes de régulation sectorielle : le cas de la sphère viticole ", *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, n°17
- Bandt (de), 2005, " Keith [Pavitt], mon ami ", *Revue d'économie industrielle*, n°110, 2<sup>ème</sup> trimestre
- Batifolier P., 2006, " Conventions ", *Dictionnaire de l'Economie*, Encyclopédia Universalis
- Bellet M., Colletis G., Lung Y., 1993, introduction, n° spécial, " Économie de proximités ", *RERU*, n° 3
- Benko G., 1998, *La science régionale*, PUF
- Bessis F., 2007, " Sur quelques critiques récurrentes de l'Économie des Conventions ", <http://economix.u-paris10.fr/>
- Bessy C., Favereau O., 2003, " Institutions et économie des conventions ", *Cahiers d'économie politique*, n°44
- Billaudot B., 2006, " Economie des conventions et théorie de la régulation : de la comparaison à la confrontation ", *Economie et Institutions*, n°8
- Boillot J-J., 1988, " L'école de la régulation ", in Baslé M. et alii, *Histoire des pensées économiques*, les contemporains, Sirey
- Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification : les économies de la grandeur*, Gallimard
- Bouba-Olga O., Grossetti M., 2008, " Socio-économie de proximité ", *RERU*, n°3
- Bourdieu P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Le Seuil
- Boyer R., 2009, " Historiens et économistes face à l'émergence des institutions du marché ", *Annales*, vol. 64, n°3
- Boyer R., 2004a, " Comment changent les champs et les modes de régulation " in *Une théorie du capitalisme est-elle possible*, O. Jacob
- Boyer R., 2004b (1986), *Théorie de la régulation*, La Découverte, coll. Repères
- Boyer R., 1990, " Les problèmes de la régulation face aux spécificités sectorielles ", *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, n°17
- Boyer R., Freyssenet M., 2000, *Les modèles productifs*, La Découverte
- Boyer R., Orléan A., 1991, " Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire ", *Revue économique*, n° 2, mars
- Boyer R., Saillard Y., 1995, 2002 (nouvelle édition), *La théorie de la régulation, l'état des savoirs*, La Découverte
- Carrincazeaux C., Lung Y., 2004, " Configurations régionales des dynamiques d'innovation et performances des régions françaises ", *Cahiers du GRES*, 2004-2024
- Chamboredon J-C., Lemaire M., 1970. " Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement ", *Revue française de sociologie*, vol. 11, n° 1
- Chanteau J-P., 2001, " La dimension socio-cognitive des institutions en économie : le rôle des représentations sociales dans la régulation ", *Forum Recherche et Régulation*, 11-12 octobre
- Chartres J-A., 2002, " Le changement de modes de régulation. Apports et limites de la formalisation ", in Boyer R., Saillard Y., 1995, 2002 (nouvelle édition), *La théorie de la régulation, l'état des savoirs*, La Découverte

- Chatel E., Rivaud-Danset D., 2006, " L'économie de conventions : une lecture critique à partir de la philosophie de John Dewey ", *Revue de philosophie économique*, 2006/1, n°13
- Chavance R., 2006, *L'économie institutionnelle*, La Découverte
- Chasserant C., Thévenon O., 2001 " Aux origines de la théorie économique des conventions. Prix, règles et représentations ", in Batifoulier F. (dir.), 2001, *Théorie des conventions*, Economica
- Clerc D., 1997, " François Perroux ou la société conflictuelle ", *Déchiffrer les grands auteurs de l'économie et de la sociologie, tome 2 : Les héritiers*, Syros
- Cochoy F. 2002. *Une sociologie du packaging ou l'âne de Buridan face au marché*, PUF
- Colletis G., Gilly J-P., Leroux I., Pecqueur B., Perrat J., Rychen F., Zimmermann J-B., 2000, " Les dynamiques territoriales de construction de ressources, un bilan de sept études de cas ", *Revue d'Intelligence Economique*, n°6-7
- Colletis G., Pecqueur B., 2004, *Révélation des ressources spécifiques et coordination située*, Colloque Proximité, réseaux et coordination, Marseille, 17 et 18 juin
- Colletis-Wahl K., 2008, " Micro-institutions et proximités : quelles lectures des dynamiques territoriales ", *RERU*, n°2
- Colletis-Wahl K., 2007, " Dynamiques territoriales, Micro et macro liens, un essai de construction d'une typologie ", *XLIII<sup>e</sup> colloque de l'ASRDLF*, juillet
- Colletis-Wahl K., Peyrache-Gadeau V., Serrate B., 2008, " Introduction générale. Les dynamiques territoriales : quelles nouveautés ? ", *RERU*, n°2
- Corei T., 1995, *L'économie institutionnaliste. Les fondateurs*, Economica
- Coriat B., 1994, " La théorie de la régulation. Origines, spécificités et perspectives ", *Multitudes*, septembre
- Coriat B., Dosi G. 2002, " Evolutionnisme et régulation : différences et convergences ", in Boyer R., Saillard Y., 2002
- Douglas M., 2004, *Comment pensent les institutions*, La Découverte
- Durkheim E., 1895, *Les Règles de la méthode sociologique*, PUF
- Dupuy J-P., Eymard-Duvernay F., Favereau O., Salais R., Thévenot L., 1989, "Économie des conventions", *Revue économique*, vol 40, n°2.
- Dupuy C., Gilly J-P., 1995, " Les stratégies territoriales des groupes industriels " in Rallet A., Torre A. (dir.), *Economie industrielle et économie spatiale*, Economica
- Dupuy C., Gilly J-P., Lung Y., 2007, " De l'analyse sectorielle à l'analyse territoriale : pour une approche méso-économique ", in Itçaina X., Palard J., Ségas S., 2007, *Régimes territoriaux et développement économique*, Presses Universitaires de Rennes
- Dupuy C., Burmeister A. (dir.), 2003, *Entreprises et Territoires*, La Documentation Française
- Dupuy J-P., Eymard-Duvernay F., Favereau O., Salais R., Thévenot L., 1989, " Economie des conventions ", *Revue économique*
- Economie Rurale*, 2004, " Proximité et territoires ", n°280, mars-avril
- Eymard-Duvernay F. (dir.), 2006, *L'économie des conventions, méthodes et résultats, Tome 1*, La Découverte
- Favereau O., 2003, " La pièce manquante de la sociologie du choix rationnel ", *Revue Française de Sociologie*, 44(2),
- Favereau O., 1997, " L'incomplétude n'est pas le problème, c'est la solution ", in Reynaud B., 1997, *Les limites de la rationalité, tome II : Les figures du collectif*, La Découverte
- Favereau O., 1996, in Eymard-Duvernay F., Favereau O., 1996, *Les conventions dans la vie économique*, Ecole de Paris
- Favereau O., 1995, " Conventions et régulation ", in Boyer R., Saillard Y., 1985, 2002 (nouvelle édition), *La théorie de la régulation, l'état des savoirs*, La Découverte
- Gilly J-P., Pecqueur B., 2002 (1995), " La dimension locale de la régulation ", in Boyer R. Saillard Y., 2002 (1995), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, La Découverte
- Gilly J-P., Pecqueur B., 2000, " Régulation des territoires et dynamiques institutionnelles de proximités : le cas de Toulouse et des Baronnies ", in Gilly J-P., Torre A., 2000, *Dynamiques de proximité*, L'Harmattan
- Gilly J-P., Lung Y., 2008, " Proximités, secteurs, territoires ", in Laurent C., Du Tertre C. (coord.), *Secteurs et territoires dans les régulations émergentes*, L'Harmattan

- Gilly J-P., Lung Y., 2004, " Proximités, secteurs, territoires ", 4èmes journées de la proximité, 17-18 juin
- Gorgeu A., Mathieu R., 2009, " Les enjeux de la proximité des fournisseurs dans la filière automobile en France ", *L'espace géographique*, n°2
- Granovetter M., 2008, *Sociologie économique*, Le Seuil, préface de J-L. Laville et postface de I. This Saint-Jean, Le Seuil
- Grossetti M., 2004, *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*, PUF
- Grossetti M., Fillipi M., 2004, " Proximité et relations interindividuelles ", in Pecqueur B., Zimmermann J-B., *Economie de proximités*, Ed. Lavoisier
- Kirat T., Lung Y. 1995, " Innovations et proximités : le territoire, lieu de déploiement des processus d'apprentissage ", in Lazaric N. et Monnier J.M. (coord.), *Coordination économique et apprentissage des firmes*, Economica,
- Kirat T., Torre A., (dir.), 2008, *Territoires de conflits. Analyses des mutations de l'occupation de l'espace*, L'Harmattan
- Kirman A., 1999, " Quelques réflexions à propos du point de vue des économistes sur le rôle de la structure organisationnelle dans l'économie ", *Revue d'économie industrielle*, Vol. 88. 2e trimestre
- Lamoureux J., 1996, " Naissance et transformation des institutions : apports de la théorie de la régulation, de la théorie des conventions et de J. R. Commons ", *Cahiers de recherche du CRISES*, n° 9608, UQAM, Montréal
- Lazuech G., Rimbert F., 2004, *Initiation à la science économique. Théories, enjeux, débats*, Vuibert
- Le Breton D., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, PUF
- Lévesque B., Bourque G.L., Forgues E., 2001, *La nouvelle sociologie économique. Originalité et diversité des approches*, Desclée de Brouwer
- Lipietz A., 1995, " De la régulation aux conventions: le grand bond en arrière ? ", *Actuel Marx* , n°17
- Lipietz A., 1990, " La trame, la chaîne et la régulation : un outil pour les sciences sociales ", *Economies et Sociétés, Série Théorie de la Régulation*, R n°5, décembre
- Lipietz A., 1988, " De l'Althusserisme à la " Théorie de la Régulation ", Forum : The Althusserian legacy, Stony Brook, *Brochure CEPREMAP* n° 8920
- Lipietz A., 1984, " Accumulation, crises et sortie de crise : quelques réflexions méthodologiques autour de la notion de " régulation ", North Summer University, 2-4 mars
- Lipietz A., 1977, *Le Capital et son espace*, F. Maspero
- Lordon F., 1999, " Croyances économiques et pouvoir symbolique ", *L'Année de la Régulation*, vol. 3
- Lordon F., 1997, *Les quadratures de la politique économique*, A. Michel
- Ménard C., 2005, " Présentation ", North D., *Le processus de développement économique*, Ed. d'Organisation
- Moquay P., Lardon S., Marcelpoil E., Piveteau V., 2005, " Représentations spatiales et proximité institutionnelle dans les processus de développement territorial ", in Torre A., Filippi M., 2005, *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*, INRA-Editions
- Muller P., 2005, " Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs ", *Revue française de science politique*, vol. 55, n°1
- North D-C., 1990, *Institutions, institutional change and economic performance*, Cambridge University Press
- Ogien A., 2007, *Les formes sociales de la pensée. La sociologie après Wittgenstein*, A. Colin
- Orléan A., 2004, préface à la réédition de A. Orléan, 1994, *Analyse des conventions*, PUF
- Orléan A., 2005, " La sociologie économique et la question de l'unité des sciences sociales ", *L'Année sociologique*, n°55 (2)
- Pecqueur B. (ed), 1996, *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan
- Pecqueur B., Zimmermann J-B. (coord.), 2004, *Economie de proximités*, Lavoisier
- Perroux F., 1971, " Structuralisme, modèles économiques, structures économiques ", *Economie appliquée*, Vol. XXIV, n° 3
- Perroux F., 1991, *L'économie du XXème siècle*, PUG
- Piore M-J., Sabel C-F., 1989, *Les chemins de la prospérité, De la production de masse à la spécialisation souple*, Hachette
- Postel N., 2003, *Les règles dans la pensée économique contemporaine*, CNRS Editions
- Rallet A., 2002, " L'économie de proximités, propos d'étape ", *Etudes et Recherches*
- Rallet A., 1993, " La théorie des conventions chez les économistes ", *Réseaux*, vol. 11, n°62

- Rallet A., Torre A., 1995, *Economie industrielle et économie spatiale*, Economica
- Rallet A., Torre A., 2004, " Proximité et localisation ", *Economie Rurale*, n°280
- Rallet A., Torre A., 2007, "Introduction. Faut-il être proche pour innover ensemble ?", in A. Rallet, A. Torre (dir.), 2007, *Quelles proximités pour innover ?*, L'Harmattan
- Salais R., 1998, " Economie des conventions et territoire : quelques remarques ", in *Recomposition et Développement des territoires, enjeux économiques, processus et acteurs*, L'Harmattan,
- Salais R., 1996, préface à Pecqueur B., (ed), 1996, *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, L'Harmattan
- Salais R., 2009, " Conventions de travail, mondes de production et institutions : un parcours de recherche ", *L'Homme et la société*, 2009/1
- Salais R., " Conventions ", in Mesure S., Savidan P., 2006, *Dictionnaire de Sciences Humaines*, PUF
- Salais R., 1989, " L'analyse économique des conventions du travail ", *Revue économique*, 40 (2)
- Simon H.-A., 1951, " A formal theory of employment relationship ", *Econometrica*, 19
- Sorokin Pitirim A., 1927, *Social Mobility*, New York, Harper and Brothers
- Storper M., 1995, " La géographie des conventions : proximité territoriale, interdépendances hors marché et développement économique " in Rallet A., Torre P., 1995
- Talbot D., 2010, " La dimension politique dans l'approche de la proximité ", *Géographie, Economie, Société*, vol. 12
- Talbot D., 2008, " Les institutions créatrices de proximités ", *RERU*, n°3
- Talbot D., 2006, " La gouvernance locale, une forme de développement local et durable? Une illustration par les pays ", *Développement durable et territoires*, Dossier 7, 29 avril, <http://developpementdurable.revues.org/index2666.html>
- Talbot D., 2005, " Une compréhension institutionnaliste de la proximité organisationnelle: le cas d'EADS ", *Cahiers du GRES*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, n° 2005 – 22, novembre
- Talbot D., Kirat T., (dir.), 2005, " Proximités et Institutions : nouveaux éclairages ", *Economie et Institutions*, n°6 et 7, 1er et 2e semestres.
- Tallard T., Uri D., Théret B., 2000, *Innovations institutionnelles et territoires*, L'Harmattan
- Tertre C. (du), 2002, " La dimension sectorielle de la régulation ", in Boyer, Saillard, 2002
- Théret B., 2003, " Institutionnalisme et structuralisme : oppositions, substitutions ou affinités électives ? ", *Cahiers d'économie politique*, 2003/1 - n° 44
- Théret B., 2001, " Saisir les faits: la méthode Commons ", *Cahiers d'économie politique*, numéro spécial Lectures de John R. Commons, n° 40- 41
- Théret B., 2000, " Institutions et institutionnalismes. Vers une convergence des conceptions de l'institution ? ", in Tallard T., Uri D., Théret B., 2000, *Innovations institutionnelles et territoires*, L'Harmattan
- Torre A., 2004, " Introduction ", *Economie rurale*, vol. 280(1)
- Rallet A., Torre A., 2004, " Proximité et localisation ", *Economie rurale*, vol. 280(1)
- Torre A., 2008, " Réflexions à partir des textes de O. Bouba-Olga, M. Grossetti et D. Talbot, Proximité géographique et pragmatique de l'action ", *RERU*, n°3
- Veblen T., 1898, "Why is Economics not an Evolutionary Science?", *Quarterly Journal of Economics*, vol. XII, Juillet
- Veltz P., 1995, " A quoi sert la proximité de l'économie ? ", in M. Savy, P. Veltz (eds), 1995, *Economie globale et réinvention du local*, DATAR, L'Aube
- Villeval M-C., 2002 (1995), " Une théorie économique des institutions ? ", in R.Boyer, Y.Saillard (dir.), 2002
- Weber M., 1921, *Economie et société*, Plon, 1971, Pocket, 1995
- Williamson O., *Les institutions de l'économie*, Ed. d'Organisation
- Zimmermann J.B., 2008, " Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée ", *Revue française de gestion*, vol. 4, n°184